

*l'Anti*capitaliste

N°84 | FÉVRIER 2017 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



PRÉSIDENTIELLE: FACE À LA CATASTROPHE ANNONCÉE, L'URGENCE DE LA RIPOSTE



FÉVRIER 1917, LE TSARISME S'ÉCROULE
COMME UN CHÂTEAU DE CARTES



TOUCHE PAS À MA ZEP!
BILAN D'ÉTAPE ET PERSPECTIVES



ITALIE: LA DÉMOCRATIE
CONTRE LE NÉOLIBÉRALISME

Sommaire

EDITORIAL

Régine Vinon Trump: la résistance s'impose **P3**

RUSSIE 1917: LA RÉVOLUTION

Régine Vinon Février 1917, le tsarisme s'écroule comme un château de cartes **P4**

ACTUALITÉ

David Pijoan Touche pas à ma ZEP! Bilan d'étape et perspectives **P8**

Cinzia Arruzza Après le référendum du 4 décembre

Italie: la démocratie contre le néolibéralisme **P10**

DOSSIER

Yann Cézard Face à la catastrophe annoncée, l'urgence de la riposte **P12**

Julian Vadis Ultralibéral, ultraconservateur et vainqueur annoncé

Fillon s'effondrera-t-il avant même le premier tour? **P14**

Marie-Hélène Duverger

Marine Le Pen, prête à gérer les affaires de la bourgeoisie **P17**

Jean-Philippe Divès Hamon et le Parti socialiste Replâtrage ou chant du cygne? **P20**

Henri Wilno Il court, il court, le Macron... **P22**

Laurent Ripart Campagne Mélenchon:

un projet de réorientation populiste de la gauche française? **P24**

Sarah Macna Les candidats du système contre la jeunesse **P27**

Philippe Poutou, Henri Wilno

Construire les convergences, préparer la contre-offensive **P29**

LECTURES

Daniel Minvielle

Une approche matérialiste de l'intelligence animale... et humaine **P32**

SCIENCE

Hubert Krivine Le Big Data, pour faire quoi? **P33**

FOCUS

Jean-Philippe Divès Les pourquoi du grand chamboule-tout **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA: <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une:
Photothèque rouge JMB / DR.

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail:
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Laurent Ripart, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction:

contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél.: 01 48 70 42 22

Fax: 01 48 59 23 28

Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Dans tous les aéroports des Etats-Unis, des milliers de manifestants contre le décret de Trump interdisant l'entrée des ressortissants de sept pays musulmans et suspendant l'accueil des réfugiés. DR.



Trump: la résistance s'impose

PAR RÉGINE VINON

L'ex-star de la télé-réalité est donc devenue le 45^e président des Etats-Unis. Donald Trump, cette caricature sur pattes, raciste, mysogine, démagogue, vulgaire, populiste, se retrouve à la tête du pays le plus puissant du monde.

Dès les premiers jours, il a annoncé la couleur. Par la composition de son gouvernement, d'abord: quatre milliardaires, trois généraux, une flopée de conservateurs purs et durs, quatre femmes seulement, un seul noir et aucun hispanique. Un climato-sceptique à la tête de l'Environnement, un cadre de Goldman Sachs comme ministre des Finances, une partisane de l'école privée en charge de l'Education nationale, un clone de Bernard Tapie au Commerce, un ministre de la Justice ouvertement raciste... Et le reste à l'avenant. Les électeurs qui auraient voté pour lui contre les banquiers, responsables selon le candidat Trump de la crise de 2008, peuvent maintenant prendre la mesure de ses rodomontades.

Les premières mesures sont éclairantes. L'annulation de la baisse des frais d'emprunt sur certains prêts fédéraux à destination des plus pauvres pour accéder à la propriété, une décision clairement au profit des banques. Le début de démantèlement du système d'assurance-maladie mis en place par Obama, une mesure anti-pauvres et pro-assurances privées. L'interdiction du financement sur fonds publics d'ONG étrangères qui soutiennent l'avortement, contre les femmes. Le gel des embauches au niveau fédéral, contre l'emploi. L'autorisation de la construction d'oléoducs contestés, contre l'environnement. La construction d'un mur de 3200 kilomètres avec le Mexique. Et pour les patrons: des baisses d'impôts massives et des promesses de dérégulation.

S'y ajoute l'ordre exécutif raciste et vexatoire pris à l'encontre des étrangers musulmans: suspension des visas pour les ressortissants de sept pays, interdiction d'entrée sur le territoire pour les Syriens (sauf chrétiens), suspension du programme fédéral d'admission et de réinstallation de réfugiés. A noter que l'Arabie saoudite, d'où provenaient pourtant 15 des 19 terroristes du 11 septembre, est épargnée par les mesures de blocage aux frontières; il faut dire que Trump y a d'importants intérêts d'affaires...

DES MENSONGES ? NON, DES FAITS ALTERNATIFS

Vis-à-vis de tous ceux qui doutent à juste titre des affirmations de ces ultra-réactionnaires au pouvoir, il y a eu un étonnant glissement sémantique: les mensonges sont désormais appelés... faits alternatifs. Contre toute évidence, le porte-parole de Trump avait prétendu qu'il n'y avait jamais eu tant de monde à une investiture présidentielle, alors que les photos de l'investiture d'Obama prouvaient clairement le contraire. L'attachée de presse affirma alors qu'il évoquait des « faits alternatifs ».

Cette mauvaise blague a eu un effet inattendu: le livre de George Orwell, 1984, est passé en tête des ventes aux



Dès le 21 janvier, dans tout le pays (ici à Washington), par millions dans la rue contre Trump. DR.

Etats-Unis, avec une augmentation de 9500% en quelques jours. L'ouvrage dénonce une dictature essayant d'interdire toute pensée critique. « Le Parti disait de rejeter le témoignage des yeux et des oreilles. C'était le commandement final et le plus essentiel », écrit Orwell. On croirait que cela a été pensé pour Trump.

De nombreux Américains ont bien senti le danger auquel ils sont confrontés. Les femmes, les immigrés de fraîche date sont dans le collimateur, tout ce qui n'est pas homme blanc, raciste, mysogine et fortuné se retrouve visé.

LA RUE FAIT FACE

Dès le lendemain de l'investiture, une immense marche des femmes (et de nombreux hommes), plusieurs millions de personnes au total, a parcouru les villes du pays: 250 000 à Chicago, 500 000 à New York, près d'un million à Washington ou à Los Angeles... ; à Dallas, le plus grand rassemblement de femmes jamais vu au Texas; à Montpellier, plus petite capitale d'Etat, 20 000 manifestants soit trois fois la population de la ville... Parmi les slogans entendus: « nous n'allons pas tolérer un leader qui promet la culture du viol, le racisme ou des lois favorisant le fanatisme religieux », « merci Trump, vous m'avez fait militer », « la place des femmes est dans la résistance ».

Le même jour, des manifestations de solidarité ont eu lieu dans plus de 80 pays, regroupant un million de participants. Et dans les aéroports du pays, ce sont maintenant des milliers de manifestants qui protestent contre les mesures racistes en clamant leur solidarité avec les personnes bloquées aux frontières.

Une partie de la population américaine a d'ores et déjà retrouvé le chemin des luttes, des protestations et de l'activité militante. Non, le populiste Trump n'a pas gagné contre la majorité de la population américaine! □

Février 1917, le tsarisme s'écroule comme un château de cartes

PAR RÉGINE VINON

Le 23 février 1917¹, en pleine guerre mondiale, les ouvriers, paysans et soldats russes se soulevaient pour se débarrasser de la misère, de la guerre et du tsar. Première étape d'une révolution qui a duré huit mois, jusqu'en octobre où, cette fois, ce sont les soviets avec à leur tête les bolcheviks qui se sont emparés du pouvoir.

Bien sûr, la révolution de Février, tout comme celle d'Octobre, n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein. Les immenses contradictions du pays, son arriération, le développement d'une forte classe ouvrière, concentrée dans de grandes usines, la décomposition du régime² en faisaient une poudrière. Douze années plus tôt, le pays avait été le théâtre d'une première révolution, déjà liée à une guerre, cette fois contre le Japon. Ecrasée, la révolution de 1905 avait cependant marqué les esprits de façon profonde et durable.

Durant quelques années, la contre-révolution triompha. Les dirigeants ouvriers étaient arrêtés, déportés ou exilés, les grèves étaient en berne. Mais la reprise économique qui se manifesta alors dans toute l'Europe entraîna un fort développement des usines et par là des masses ouvrières, remettant en selle le mouvement socialiste. En 1914, les grèves avaient retrouvé leur niveau de 1905. Mais l'éclatement de la guerre interrompit – provisoirement – cette remontée ouvrière.

LA GUERRE, ACCÉLÉRATEUR DE LA RÉVOLUTION

Si dans un premier temps, la mobilisation entrava le développement ouvrier et révolutionnaire, le gouvernement en profitant pour réprimer sévèrement toute grève ou protestation, pour interdire la presse ouvrière et tenter d'étouffer les syndicats et partis politiques, la

guerre exacerba rapidement les colères. Le répit pour les autorités et les propriétaires d'usines fut finalement de courte durée.

Au front, la situation était terrible, car tout manquait aux soldats, soumis aux brimades, brutalités et punitions corporelles des officiers. Les pertes étaient considérables. Il y eut au total, parmi les soldats russes, 1 700 000 morts et cinq millions de blessés.

Les soldats ne supportaient plus l'incapacité de leurs dirigeants, qui ne pouvaient même pas leur fournir des bottes adéquates, ou même des balles correspondant à leurs fusils. Les premières mutineries éclatèrent. Plus la guerre avançait, plus les désertions se faisaient nombreuses, atteignant le total d'un million dans les derniers mois de l'année 1916. Jusque là pilier du régime, l'armée était ébranlée et, du fait des pertes, contrainte de remplacer une partie de ses cadres monarchistes. Les nouveaux officiers étaient issus de milieux étudiants et libéraux aux fortes sympathies réformistes.

A l'arrière, la situation devenait tout aussi catastrophique. Dans un pays encore sous-développé et très dépendant d'un marché européen dont il se retrouvait coupé du fait des hostilités, tout se trouvait désorganisé. La moitié de la production était affectée aux besoins de l'armée et les usines autres que celles d'armement fonctionnaient mal. La production agricole s'effondra, entraînant pénuries et rationnement. Manque de combus-

tibles, flambée des prix, désorganisation des transports, toute l'économie prenait l'eau. Le sous-développement se manifestait au grand jour : le ravitaillement ne parvenait plus, les queues s'allongeaient devant les rares commerces servant des vivres. Des émeutes éclatèrent dans une série de localités, pour réclamer du pain. La guerre est toujours un révélateur de l'état économique d'un pays. Et ce que montrait la Russie était catastrophique pour ses masses paysannes et ouvrières.

LES PREMIÈRES GRÈVES DU TEMPS DE GUERRE

L'afflux d'une main-d'œuvre peu qualifiée et la course effrénée aux bénéfices de guerre entraînèrent une aggravation des conditions de travail, alors même que la hausse des prix rognait le pouvoir d'achat. Cette situation provoqua rapidement d'importantes grèves économiques, sévèrement réprimées : la troupe tira sur la foule en juin 1915, faisant quatre morts et neuf blessés ; en août, 16 morts et 30 blessés. Les grèves de protestation contre la répression se multiplièrent.

L'année 1915 vit une intensification de la lutte économique. En 1916, les tensions s'exaspèrent. L'anniversaire traditionnel de la marche des ouvriers en 1905 vers le Palais d'Hiver, le « dimanche rouge » qui avait été le signal de l'insurrection, fut l'occasion d'une grande grève le 9 janvier, non seulement à Petrograd mais aussi à Moscou,

Bakou et Nijni-Novgorod, centres traditionnels de l'agitation ouvrière. Le mouvement de grèves s'intensifia. Les affrontements avec la police étaient fréquents. A l'égard des troupes, les ouvriers manifestaient une attitude amicale, un fait alarmant pour les possédants, noté plus d'une fois par les services de sécurité de l'Etat.

A la fin 1916, le coût de la vie s'éleva par bonds, de 300 à 600% selon les produits. La situation était rendue encore plus dramatique par le froid, qui atteignit cette année-là jusqu'à 40 degrés en dessous de zéro. A l'inflation et à la dé-

suivi aussi facilement, c'est que la classe ouvrière avait trouvé de puissants appuis dans les masses. C'est notamment la question agraire qui lui assura ce soutien.

En 1905, les ouvriers n'avaient pu effectuer une jonction suffisante avec la paysannerie. Il y eut bien des révoltes paysannes dans le pays, mais le lien ne se fit pas. La paysannerie étouffait pourtant sous le joug des nobles, propriétaires terriens. La question de la terre était essentielle pour les paysans, libérés du servage depuis seulement 1861. Ils n'étaient plus serfs, mais paysans

agaires augmentèrent, avec pillages et incendies des manoirs seigneuriaux, car les paysans voulaient plus que tout l'expropriation définitive de ces domaines.

En 1914, les voilà cependant mobilisés en masse pour aller combattre dans les tranchées, abandonnant leurs familles, se voyant privés de tout et constatant l'impérialité des autorités. Et se retrouvant également au contact d'ouvriers politisés, qui aidèrent à la prise de conscience de leurs intérêts communs.

LA DÉCOMPOSITION DU RÉGIME

C'est peu dire que le régime tsariste était à bout de souffle et coupé des réalités vécues par la population. Le tsar Nicolas II était détesté, notamment du fait de sa cruauté pendant et après la révolution de 1905. Il avait félicité les «braves» d'un régiment qui avait tiré sur les ouvriers, lisait avec plaisir les récits de Juifs ayant eu le crane fracassé dans des pogromes. Détesté, donc, mais moins que la tsarine. En mars 1916, celle-ci avait écrit à son mari pour lui demander de ne pas se laisser fléchir.

Le comble avait été Raspoutine, un mystique fou ou demi-fou, guérisseur supposé et confesseur de la tsarine, qui avait pendant six ans influencé nombre de décisions du couple impérial. Commandes d'Etat, adjudications et nominations dépendaient largement de cet individu que ses proches décrivaient, selon les cas, comme ivre, très ivre ou complètement ivre – et qui finit par être assassiné, le 16 décembre 1916, dans un complot fomenté par des membres de l'aristocratie. L'ovation alors réservée aux meurtriers fut révélatrice de l'impopularité de la famille impériale et du discrédit du régime.

Il était, dans ces conditions, évident que le tsarisme ne pouvait se réformer de lui-même. L'aristocratie, désireuse de ne plus subir l'arbitraire du pouvoir, voulait mettre en place une monarchie constitutionnelle. La très faible bourgeoisie, pour sa part, ne postulait pas à la direction du pays: contrairement à ses homologues en Europe, elle n'avait nulle intention d'impulser un changement de régime, tétanisée qu'elle était par la menace représentée par la classe ouvrière.

Il était de fait trop tard pour opérer une



Le 23 février (8 mars dans le calendrier occidental) 1917, les femmes ouvrières de Petrograd déclenchent la révolution. DR.

sorganisation des transports s'ajoutait une véritable pénurie de marchandises. La consommation s'était vers cette date réduite de plus de moitié.

Les luttes du mouvement ouvrier connurent alors un développement qualitatif. A compter d'octobre 1916, la lutte entra dans une phase décisive, unifiant toutes les variétés de mécontentement. L'année s'acheva avec nombre de meetings et de grèves politiques dans les usines. Pensant contrer le mouvement, le gouvernement fit envoyer vers le front, en novembre, un important contingent d'ouvriers des usines de Pétrograd. Mauvais calcul: dans les tranchées, où la révolte grondait aussi, ces ouvriers politisés et conscients purent discuter avec les autres soldats, paysans dans leur grande majorité, pour les convaincre d'en finir avec ce régime.

LA QUESTION AGRAIRE

Les ouvriers des usines de Pétrograd ont donné l'impulsion de la révolution. Mais si la société dans son ensemble a

pauvres. Ils avaient bien reçu des terres, mais moins que la surface nécessaire pour faire vivre une famille. Les lots octroyés étaient trop petits, souvent inférieurs à ceux qu'ils cultivaient auparavant, et ces paysans devaient négocier le rachat des terres avec les propriétaires. Ils étaient indignés de devoir payer une terre qu'ils cultivaient déjà et qui se trouvait réduite. D'où leur déception et de nombreuses révoltes paysannes.

Le régime, inquiet devant les troubles dans les campagnes, essaya de s'y créer une base sociale en favorisant la formation d'une bourgeoisie rurale. Celle-ci devait servir d'antidote aux révoltes paysannes, encouragées par les Socialistes-révolutionnaires (SR, le parti alors le plus influent dans ces milieux). Une petite bourgeoisie se forma alors, les nouveaux paysans riches, les koulaks, pouvant grâce à la Banque paysanne acquérir d'anciennes terres nobiliaires sur le dos des paysans pauvres. Un prolétariat agricole se créa, réceptif aux idées révolutionnaires. Les troubles

révolution bourgeoise visant à renverser le tsarisme et l'aristocratie pour développer librement les rapports de production capitalistes.

A la fin du 18^e siècle, la classe bourgeoise française s'était sentie les reins assez solides pour s'appuyer sur les masses populaires en lutte contre la féodalité, avant de les remettre à leur place. La bourgeoisie russe, développée tardivement et sans légitimité nationale, l'industrie ayant été importée, notamment d'Allemagne, dite «compradore» car tirant sa richesse de sa position d'intermédiaire avec les bourgeoisies européennes et non de sa capacité propre à développer l'économie nationale, n'eut pas la force de se dresser contre le régime. Cette faiblesse et cette lâcheté se manifestèrent tout au long des mois de février à octobre.

LES ÉVÉNEMENTS DE FÉVRIER

Il ne fallut que cinq jours, du 23 au 27 février, pour venir à bout de ce régime au bout du rouleau. Peu auparavant, le 13 février, 20 000 ouvriers avaient débrayé. Le 18 février, en réponse à une menace de grève, le directeur de l'usine Poutilov, la plus grande entreprise de Petrograd, décida d'en fermer les portes. C'est dans cette atmosphère que tomba, le 23 février (8 mars dans notre calendrier), la «journée internationale des femmes». Personne ne pensait à l'époque qu'il s'agissait du premier jour de la révolution, puisqu'aucun mot d'ordre spécifique n'avait été donné. Plus encore, des militants voulaient éviter toute grève, car l'esprit des masses était tellement survolté que chaque mouvement pouvait se transformer en collision ouverte avec les forces de l'ordre, et beaucoup pensaient qu'il était trop tôt pour cela.

Déjouant ces calculs, les ouvrières du textile quittèrent le travail en envoyant des délégations aux métallos pour leur demander de soutenir leur grève. Les bolcheviks acceptèrent à contre-cœur, tout comme les mencheviks, les deux organisations issues de la scission de 1903 du Parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR). Les femmes étaient lasses des queues interminables devant les boulangeries et voulaient manifester leur colère. Il y eut, le premier jour, 90 000 grévistes. Une foule de

femmes se dirigea vers la Douma (le parlement que le tsar avait dû concéder après la révolution de 1905) pour réclamer du pain. «Autant réclamer du lait à un bouc», fut la célèbre phrase de Trotsky³.

La journée se termina sans affrontements. Le lendemain, le mouvement redoubla : la moitié des ouvriers industriels de Pétrograd étaient en grève. Les mots d'ordre devinrent plus politiques : à l'exigence d'avoir du pain s'ajoutaient «à bas l'autocratie» et «à bas la guerre». Le fait important fut alors le changement d'attitude de la troupe. Le revirement d'opinion s'était déjà manifesté chez les Cosaques, d'ordinaire à la

les troupes, s'agrippant aux fusils et demandant aux soldats de se joindre à elles. Une scène décrite par Trotsky : «Les soldats s'émeuvent, se sentent tout penauds, s'entre-regardent avec anxiété, hésitent encore ; l'un d'eux, enfin, se décide avant les autres et les baïonnettes se relèvent dans un mouvement de repentir au-dessus des épaules des assaillants, le barrage s'ouvre, l'air retentit de hurrahs joyeux et reconnaissants, les soldats sont entourés, de toutes parts s'élèvent des discussions, des reproches, des appels.»

C'est la grande différence avec la révolution de 1905, qui fut écrasée par les forces de répression : la guerre était passée par là, leçon politique, avec son

Le 26 février 1917 sur la perspective Nevsky, après que les résidus de forces tsaristes eurent tiré sur la foule des ouvriers. DR.



pointe de la répression. La guerre avait dégouté ces propriétaires agraires des marges de la Russie, qui voulaient avant tout rentrer chez eux. En attendant de voir comment tourneraient les événements, ils laissèrent les manifestants tranquilles, engageant même des discussions avec eux.

De son côté, le gouvernement avait élaboré un plan pour mater la révolution qu'il voyait se profiler : division de la capitale en secteurs, méthodes de répression précises. Le hic, c'est que le matériel humain, en l'occurrence les soldats, fit défaut. Le 25, nouveau développement de la grève, avec 240 000 ouvriers. Des petites entreprises cessèrent le travail, ainsi que les tramways et les grands magasins. Puis ce fut le tour des étudiants.

Une fois de plus dans une période révolutionnaire, les femmes jouèrent un rôle important : elles s'avançaient vers

cortège d'horreurs, de souffrances et aussi de désorganisations sur le front, tout comme d'enrichissement honteux à l'arrière, toutes choses que les soldats avaient en travers de la gorge. Et si les manifestants pouvaient arriver à leurs fins, c'est-à-dire en finir avec la guerre, et que les soldats puissent alors rentrer dans leurs foyers, eh bien, ceux-ci n'allaient pas tirer avant de connaître l'issue du combat.

La nuit du 25 au 26 février, le gouvernement fit arrêter une centaine de militants révolutionnaires. Le 26 février étant un dimanche, les usines restèrent fermées. La ville fut calme, ce qui permit à la tsarine d'écrire : «le calme règne en ville». Mais peu à peu, la foule envahit la ville. Les soldats reçurent l'ordre de tirer, ce que certains, membres des écoles de sous-officiers, firent : 40 morts et autant de blessés. La foule allait-elle reculer ? Non, au contraire. D'autant

qu'on apprit alors la mutinerie des gardes du corps du tsar, par réaction au fait que les élèves sous-officiers avaient tiré sur la foule.

LA FIN DU TSARISME

Le tsarisme tomba comme un fruit mûr, plus personne ne le soutenant. Même l'état-major avait fait pression sur Nicolas II afin qu'il abdique, avec l'argument que c'était le seul moyen de poursuivre la guerre contre l'Allemagne. Pour se rendre compte du climat qui régnait, voici une anecdote que rapporte Trotsky: le 28 février, le tsar était dans le train; les cheminots l'empêchèrent de passer; le tsar errait, son train ne trouvant pas la bonne voie; la tsarine envoyait au tsar télégramme sur télégramme, qui lui revenaient avec la mention «résidence du destinataire inconnue». «*Les employés du télégraphe ne retrouvaient plus le tsar de Russie*», commenta Trotsky.

Finalement, le 2 mars 1917, le tsar renonça au trône en faveur de son frère, le grand-duc Mikhaïl Alexandrovitch Romanov. Celui-ci, devant les protestations des masses qui ne voulaient plus entendre parler d'un Romanov, abdiqua à son tour. En quelques jours, l'ancien régime s'écroula sous les coups de boutoir des masses. A Moscou, les nouvelles qui parvenaient de Petrograd entraînaient une grève générale et l'élection d'un comité révolutionnaire provisoire. En quelques semaines, la totalité du pays se couvrit de soviets (conseils) d'ouvriers, de soldats et de paysans.

QUI A DIRIGÉ LA RÉVOLUTION, QUI A PRIS LE POUVOIR ?

A la vue des événements, on pourrait penser que la révolution a été totalement spontanée, réalisée par des masses en colère sans aucun mot d'ordre venant d'une quelconque organisation. C'est en partie vrai. Les organisations clandestines étaient extrêmement faibles à Petrograd, à cause de la répression. Les dirigeants bolcheviks restant dans la capitale étaient peu nombreux, les autres se trouvant soit dans l'émigration, comme Lénine ou Zinoviev, soit en prison ou en détention. Dès les premiers mois de la guerre, les cinq députés bolcheviks à la Douma avaient été arrêtés.

Mais les idées propagées par les révolutionnaires étaient loin d'avoir été éradiquées. Partout, dans les usines,

les régiments, les campagnes, se trouvaient des éléments politisés, aptes à expliquer les événements et à accompagner la colère montante des masses. C'est grâce à ces milliers de militants que le soulèvement ne se cantonna pas à une émeute mais devint une révolution.

La question qui se posait à présent était: qui allait exercer le pouvoir? D'emblée, se constitua un double pouvoir: d'une part, le comité provisoire de la Douma, de l'autre, le comité exécutif provisoire du soviet des ouvriers et des soldats – une dualité issue du rapport de forces à cette étape de la révolution.

Le comité provisoire de la Douma mis en place par un groupe de députés se dota d'un nom significatif: «comité pour le rétablissement de l'ordre gouvernemental et public». Y figurait notamment Michel Rodzianko, président de la Douma, ancien officier du tsar, monarchiste et riche propriétaire terrien. Sa priorité était le retour à l'ordre.

Le comité exécutif provisoire, lui, comprenait des leaders populaires juste libérés de prison par les manifestants. Ceux-ci se réunirent et décidèrent de remettre en place un soviet, une référence depuis la révolution de 1905. Il fut immédiatement appelé à l'élection de délégués, un député soldat par compagnie et un député ouvrier pour 1000 travailleurs. Puis la composition du comité fut complétée par des représentants officiels des divers partis socialistes, bolcheviks, mencheviks et socialistes-révolutionnaires. Les mencheviks y étaient majoritaires.

Le 2 mars, le soviet de Pétrograd reconnu, dans l'attente de la convocation d'une assemblée constituante, la légitimité du gouvernement provisoire, composé majoritairement de représentants du parti cadet⁴ et ne comptant dans ses rangs aucun socialiste. Le gouvernement s'engagea à appliquer un programme de réformes démocratiques comprenant le suffrage universel, l'abolition de la peine de mort, la reconnaissance des droits des soldats et une amnistie des prisonniers politiques.

Mais très vite, le soviet fut reconnu par les masses comme le représentant légitime du pouvoir. Il se chargea des approvisionnements, fit occuper la banque de l'empire, prit possession des bureaux de poste, des gares, des imprimeries. Sans sa permission, il était impossible d'envoyer un télégramme. Il fut décidé de créer des comités de quartier.

Le paradoxe est qu'à la tête du soviet se trouvaient des socialistes qui estimaient que la révolution était avant tout une révolution bourgeoise et démocratique, et qui n'avaient qu'une idée en tête: transmettre le pouvoir à la classe bourgeoise. Il faut dire que cette situation était particulièrement inédite. Toutes les révolutions antérieures avaient hissé la bourgeoisie au pouvoir, contre l'aristocratie et la féodalité. Mais le prolétariat était alors quasi inexistant, en tout cas atomisé dans de petits ateliers – rien à voir avec la puissance de la classe ouvrière de 1917 en Russie. Les dirigeants des partis ouvriers, y compris les bolcheviks, avaient tous en tête le schéma qui était traditionnel aux yeux des militants social-démocrates de l'époque: une révolution démocratique-bourgeoise dirigée par la bourgeoisie, appuyée sur les masses, qui serait suivie à une étape ultérieure d'une révolution prolétarienne expropriant la bourgeoisie.

Mais la bourgeoisie s'avérait d'emblée timorée, incapable de s'emparer du pouvoir et de réaliser le programme démocratique pour lequel les masses étaient entrées en lutte: la paix, le pain, la terre et les libertés. C'est ce que des dirigeants comme Lénine s'appliquèrent à expliquer, y compris à leur propre parti. Le Parti bolchevik eut la souplesse de s'adapter à cette situation nouvelle et ses militants, fortement implantés dans les lieux de travail, allèrent jusqu'au bout – jusqu'à la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans. C'est pourquoi, tant d'années après cette révolution, il est si important de ne pas oublier le rôle central d'une direction révolutionnaire.

Immédiatement après la chute du tsarisme se mit donc en place un double pouvoir, avec d'un côté le gouvernement provisoire et de l'autre les soviets. Tout l'enjeu des mois à venir était de savoir au profit de qui cette situation instable, résultat d'un équilibre momentané entre les classes, allait se résoudre. Mais c'est une autre histoire, qui sera abordée dans notre revue au fil des mois de ce 100^e anniversaire de la Révolution russe. □

¹ D'après le calendrier julien utilisé en Russie jusqu'en 1918. Cela correspond de nos jours au 8 mars.

² Voir «La Russie à la veille de la révolution», revue l'Anticapitaliste n° 83 de janvier 2017.

³ «Histoire de la révolution russe – La révolution de février», éditions du Seuil. Les autres citations de Trotsky proviennent également de cet ouvrage.

⁴ Parti constitutionnel démocrate, (K.D. en allemand, traduit par cadet en français), regroupant des membres des professions libérales et des propriétaires fonciers libéraux.

Touche pas à ma ZEP! Bilan d'étape et perspectives

PAR DAVID PIJOAN

Lancé il y a neuf mois, le mouvement auto-organisé « Touche pas à ma ZEP » n'a cessé de se développer. A travers plusieurs journées de grève et différentes actions, il a commencé à se faire entendre à l'échelle du pays, obligeant même la ministre de l'Éducation nationale à lui répondre.

Il y a cinq ans, alors qu'il était candidat, Hollande fustigeait « la finance » qu'il déclarait son « ennemi » et affirmait faire de l'éducation sa « priorité ». Foutaises, comme pour l'ensemble de sa politique. Il n'aura eu de cesse de donner des gages au patronat et aux actionnaires. Et concernant l'éducation nationale, il a mis ses pas dans ceux de Sarkozy en termes de pertes de postes et d'augmentation de la précarité.

Mais le PS au pouvoir n'a pas fait que suivre le cours du gouvernement précédent en étranglant les services publics, dont celui de l'éducation. Il a aussi mis en place tout un dispositif de mesures déstructurant les équipes pédagogiques au motif du bien-être des enfants, comme la réforme des rythmes scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires, et renforçant encore les inégalités sociales, comme c'est le cas de la réforme du collège¹ et avec la sortie injustifiée de nombre d'établissements scolaires du dispositif d'éducation prioritaire. Tel est le sens de la « refondation » de l'école et de l'éducation prioritaire annoncée début 2013 par Vincent Peillon, alors ministre de l'éducation nationale.

C'est en 1981 que le dispositif « éducation prioritaire » a été mis en place sous François Mitterrand. Mais l'idée de donner plus aux quartiers populaires où se propageait déjà la misère sociale avait vu le jour à partir des travaux de Pierre Bourdieu, pour devenir dans les années 1970 une revendication syndicale: moins d'élèves par classe, des moyens pour mettre en œuvre des projets, des activités que la seule bonne volonté des équipes enseignantes ou même des parents ne pouvait financièrement assumer, des primes aux enseignants afin d'inciter à rester dans ces écoles et établissements pour stabiliser les équipes.

Mais ces quelques miettes sociales auront eu une vie bien courte car dès les années 2000, le dispositif a été remis en cause. Les sigles se sont alors succédé, faisant interve-

nir de plus en plus souvent les notions d'« ambition » et de « réussite », mais grignotant surtout, un peu plus à chaque fois, les moyens supplémentaires. La refondation de l'éducation prioritaire initiée par Peillon, non remise en cause ensuite par Hamon et poursuivie par Najat Vallaud-Belkacem, est en train d'anéantir ce qu'il reste des anciennes ZEP (zones d'éducation prioritaire).

Il y a deux ans, le travail de sape était amorcé dans les écoles et les collèges. Après avoir fait passer la réforme des rythmes et celle du collège, le gouvernement n'a pas annoncé dans la foulée la disparition de l'éduca-

tion prioritaire mais des reclassements: dans certains quartiers, des collèges et des écoles ont été sortis d'autorité du dispositif, avec comme justification le fait que cela permettrait de donner plus à des établissements déjà classés mais se trouvant dans une situation jugée alarmante, les REP+ (le REP, qui a remplacé la ZEP, est un « réseau d'éducation prioritaire »).

GENÈSE ET DÉVELOPPEMENT D'UN MOUVEMENT

En 2014, des mobilisations se sont pro-



Mobilisation du mouvement TPAMZ à Paris, lors de la journée de grève du 19 janvier 2017. DR.

duites dans les collèges et les écoles, rejoin- tés par les lycées, jusqu'à ce que ces derniers apprennent... qu'un autre classement les concernant arriverait ultérieurement! Mais en avril 2016, Najat Vallaud-Belkacem, en catimini, répondant à un député des Hauts-de-Seine, annonçait que la réforme de l'éducation prioritaire ne concernerait que le cadre de la scolarité obligatoire, en

duites dans les collèges et les écoles, rejoin- tés par les lycées, jusqu'à ce que ces derniers apprennent... qu'un autre classement les concernant arriverait ultérieurement! Mais en avril 2016, Najat Vallaud-Belkacem, en catimini, répondant à un député des Hauts-de-Seine, annonçait que la réforme de l'éducation prioritaire ne concernerait que le cadre de la scolarité obligatoire, en

d'autres termes, que les lycées ZEP allaient disparaître!

Cette petite phrase aurait pu passer inaperçue, mais c'était sans compter sur les liens tissés en 2014, durant la première phase de la mobilisation contre la refondation de l'éducation prioritaire, entre plusieurs équipes militantes et auprès des collègues d'autres écoles et collèges; d'autant qu'en pleine lutte contre la loi Travail, une certaine tendance à la contestation s'était emparée des esprits.

C'est ainsi qu'un premier rassemblement a eu lieu devant le ministère le 18 mai 2016. Les contacts étant repris, les enseignants ont alors multiplié les assemblées générales entre mai et juillet, qui ont abouti à la rédaction de l'appel «Touche pas à ma ZEP», lui-même à l'origine du collectif de même nom (TPAMZ selon ses initiales).

Dès le début, des revendications unifiantes sont mises en avant, non seulement au niveau des lycées mais également pour les collèges et écoles qui subissent cette réforme depuis deux ans: une carte élargie à tous les établissements des quartiers populaires, quel que soit le label qui leur est actuellement attribué, avec un statut unique garantissant des moyens pérennes tant pour les conditions d'apprentissage et de travail (effectifs par classe limités, cours en demi-groupe) que pour la rémunération des personnels (primes, indemnités) et leur statut (bonification).

En septembre, l'appel est signé par trois lycées des Hauts-de-Seine. Le coup d'accélérateur va venir d'un de ces lycées, Joliot-Curie à Nanterre, dans lequel les enseignant-e-s décident de partir en grève reconductible et d'entamer une tournée des établissements de la ville. Un réseau de résistance se structure autour de l'appel, regroupant de plus en plus de signataires.

La dernière manifestation parisienne contre la loi Travail, le 15 septembre 2016, va servir de point d'appui à la mobilisation puisque de nombreux lycées se mobiliseront et se retrouveront en assemblée générale (92, 93 et 95), décidant d'appeler à une journée de grève le 29 septembre.

Au lendemain de cette nouvelle journée de mobilisation, la ministre, pouvant difficilement continuer à argumenter sur le caractère ultra local du problème, fait passer par décret une clause de sauvegarde des indemnités mais uniquement pour les enseignant-e-s qui... les touchaient déjà.

Les enseignant-e-s mobilisés n'ont cure de cette tentative de calmer le jeu, la liste des signataires de l'appel s'allonge et une nouvelle journée de grève a lieu le 11 octobre, s'étendant cette fois-ci aux académies d'Or-

léans-Tours, d'Amiens et de Marseille. L'AG du soir va regrouper des dizaines de lycées qui, en lien avec les collègues de Marseille, décident de lancer un ultimatum à la ministre: s'il n'y a pas de réponse à leurs revendications, en particulier la publication de la liste des lycées en éducation prioritaire promise depuis deux ans, alors la rentrée des classes du 3 janvier n'aura pas lieu dans les lycées ZEP. En attendant, la date du 29 novembre est retenue comme nouvelle journée de mobilisation. Cette journée touchera en plus les académies du Nord-Pas-de-Calais et de Rouen.

Cette mobilisation a cela d'exemplaire qu'elle a réussi à mettre en place des cadres d'auto-organisation utiles à la lutte, permettant aux établissements mobilisés de se mettre en lien, de se coordonner et de décider semaine après semaine des suites de leur mouvement. Les enseignant-e-s n'ont compté que sur eux-mêmes pour entamer la lutte et se donner les moyens de la gagner.

Lors des différentes journées de mobilisations, des intersyndicales locales (souvent régionales) ont exprimé leur soutien. Cependant, non seulement elles n'ont jamais impulsé quoi que ce soit mais aujourd'hui, alors même que ce mouvement devient assez populaire et médiatisé, elles ne font rien pour permettre son renforcement et son extension; c'est en particulier le cas du syndicat majoritaire dans ce secteur qu'est la FSU.

L'extension est bel et bien au coeur des pré-occupations des enseignant-e-s mobilisés. A la veille d'une nouvelle journée de grève (jeudi 19 janvier 2017), des appels à rejoindre le mouvement ont été lancés aux écoles et au collège par le collectif Touche pas à ma ZEP.

LA SIGNIFICATION SOCIALE DE CETTE MOBILISATION

Il est coutumier d'entendre les enseignant-e-s des lycées en éducation prioritaire dire qu'ils ne font pas le même métier qu'en éducation sans classement. Et cela, bien sûr, ne peut être imputé au seul «ressenti». Il y a bien, à la base de ce sentiment, une réalité matérielle.

L'éducation nationale, comme l'ensemble des services publics, sert depuis plusieurs années de variable d'ajustement au budget de l'Etat, l'argument phare étant qu'il n'est pas nécessaire d'avoir «autant» de personnels si l'on s'organise rationnellement... Ainsi, le «mammouth» d'Allègre en 2000 a fait des émules et depuis, tout est fait pour le dégraisser encore et toujours: postes supprimés, réformes éducatives al-

lant dans le sens d'une adaptation aux bassins d'emplois locaux, autonomisation et création de pôles d'excellence, pédagogie de la compétence et de la répétition, conditions de travail dégradées et salaires gelés.

Si cela a des conséquences pour l'ensemble des personnels et des enfants scolarisés, il est un fait que ces répercussions ont un sens social si ce n'est déterminant, du moins fondamental dans les quartiers populaires. Depuis les révoltes de 2005, la situation n'a fait que s'aggraver: hôpitaux, centres sociaux, services de la protection maternelle et infantile, commerces de proximités, Poste désertent ces quartiers. Sa jeunesse, qui est stigmatisée, ne voit guère d'avenir.

Alors, quand les enseignant-e-s des lycées en éducation prioritaire font le choix d'y rester, c'est parce qu'ils ont la conviction qu'avec des moyens supplémentaires en termes de personnels, de matériel, de locaux, d'offre culturelle et sportive au sein de l'éducation nationale, il est possible, non pas de modifier la structure sociale des habitants mais d'apporter des savoirs et des outils de réflexion qu'autrement les enfants ne trouveraient pas, ou difficilement ou par un volontarisme individuel et exceptionnel en-dehors de l'école.

C'est pourquoi beaucoup des personnels mobilisés font corps avec leurs établissements, les enfants qui les fréquentent et leurs familles pour que les quelques moyens supplémentaires accordés depuis les années 1980 ne soient pas supprimés. En quantité dérisoire, ils n'ont pas empêché que les équipes pédagogiques, quotidiennement, «bidouillent» et s'évertuent au système D. Mais tout retirer, c'est donner le signal à ces collègues que le semblant de dignité que l'école pouvait conférer en donnant plus pour, au moins dans le cadre scolaire, diminuer les inégalités, est définitivement à enterrer.

Oui, dans cette mobilisation, il y a clairement, si ce n'est consciemment, la volonté de s'attaquer aux richesses qu'on nous met sous les yeux à longueur de journaux télévisés pendant qu'au quotidien, ces enseignants côtoient la misère sociale et la justice de classe engendrés par ce système. Cette mobilisation s'inscrit dans la continuité de toutes celles qui se déroulent un peu partout, dans le privé comme dans le public: nous ne sommes pas rien, nous deviendrons tout! □

¹ Lire, dans notre numéro 66 de juin 2015, « En défense du service public de l'éducation - Réforme du collège, une étape dans la bataille ».

² <http://www.tpamz.levillage.org>

APRÈS LE RÉFÉRENDUM DU 4 DÉCEMBRE

Italie: la démocratie contre le néolibéralisme

PAR CINZIA ARRUZZA

La réforme constitutionnelle voulue par le Premier ministre, Matteo Renzi, a été rejetée à plus de 59% dans le référendum du 4 décembre 2016, conduisant à la démission de son promoteur. Elle était politiquement illégitime dans ses méthodes et antidémocratique dans son contenu. La gauche radicale devrait célébrer ce résultat [article traduit par Gianfranco Rebutini]¹.

A en croire les médias, on pourrait penser que le résultat du référendum en Italie a été une énième victoire de l'extrême droite populiste contre la démocratie. La situation, pourtant, est beaucoup plus complexe, et la victoire du Non est une victoire pour la démocratie et pour la défense des droits sociaux qui vaut la peine d'être célébrée.

La réforme constitutionnelle proposée par le gouvernement de Matteo Renzi était illégitime dans sa méthode et anti-démocratique quant à son contenu. Le parlement actuel a été élu avec une loi électorale jugée inconstitutionnelle par la Cour constitutionnelle. De plus, le gouvernement Renzi s'est installé après que le même Renzi eut effectué un putsch au sein de son propre parti, le Parti démocrate (PD), en écartant la gauche interne et l'ancienne majorité à l'occasion d'un vote parlementaire secrètement organisé contre le candidat officiel du PD à la présidence de la République, Romano Prodi.

LES ACQUIS DÉMOCRATIQUES DE 1948

Enfin, Renzi a adopté le style de l'ancien Premier ministre, Silvio Berlusconi, en présentant la réforme constitutionnelle sans chercher à trouver un consensus large au parlement, mais en utilisant au contraire des subterfuges institutionnels pour bloquer la discussion parlementaire², à tel point que l'opposition, pour protester contre de telles pratiques, a décidé de ne pas prendre part au vote sur la réforme. En ce qui concerne son contenu, cette réforme constitutionnelle est la dernière d'une longue série de tentatives de réviser la constitution

afin de renforcer le pouvoir exécutif aux dépens de la représentation démocratique.

En 2006, toujours par référendum, le peuple italien avait déjà rejeté une tentative antérieure portée par Berlusconi, quand le gouvernement de centre-droit avait essayé de faire passer une réforme constitutionnelle de type présidentielle. Mais il s'agit d'une histoire beaucoup plus ancienne, qui remonte à l'après-guerre. La Constitution de 1948 était le résultat d'un compromis entre les trois grandes forces politiques de la résistance antifasciste: la Démocratie chrétienne, le Parti communiste et le parti libéral-socialiste, le Parti d'action.

Toutefois, une partie de la classe politique italienne n'a jamais accepté les libertés démocratiques et les principes d'égalité inscrits dans la constitution de 1948. Les attaques contre la constitution se sont multipliées dans les dernières décennies du 20^e siècle, avec plusieurs tentatives de changement de la constitution et l'adoption, avec l'aide des forces de centre-gauche, de réformes antidémocratiques de la loi électorale.

DES FORCES POLITIQUES TRÈS DIFFÉRENTES

Pour expliquer les résultats de ce référendum, qui a vu une participation massive de 67% et un Non gagnant avec presque 60% des voix, il faut examiner plusieurs facteurs. Différentes forces du spectre électoral étaient opposées à la réforme pour des raisons largement distinctes.

A gauche, la révision constitutionnelle était contestée par la CGIL, le plus grand syndicat du pays, par l'Association na-

tionale des partisans d'Italie (ANPI), par la totalité de la gauche radicale, y compris les syndicats de gauche, les coalitions sociales, les organisations étudiantes et les différents réseaux des centri sociali, ainsi que par un grand nombre de constitutionnalistes de gauche comme Gustavo Zagrebelsky. Les arguments avancés allaient de la défense de la représentation démocratique et de la souveraineté populaire contre le principe de gouvernabilité, à l'opposition au projet politique agressivement néolibéral de Renzi, dont la réforme constitutionnelle ne représentait qu'une partie.

À droite, l'opposition à la réforme résulte davantage d'une question d'opportunité politique que de fond, de la part du parti xénophobe de la Ligue du Nord, du parti nationaliste Fratelli d'Italia, des forces néofascistes comme CasaPound et Forza Nuova ainsi que de Berlusconi, même si la position de ce dernier fut prise à reculons. Clairement, si l'opposition de droite a combattu la réforme, c'est parce que Renzi a hautement personnalisé le référendum et lié le destin de son gouvernement au résultat du vote. Les forces de droite, qui sont aujourd'hui fortement désorganisées et fragmentées, y ont vu une opportunité de se débarrasser du gouvernement et d'entamer un processus qui pourrait leur permettre de se regrouper et de redevenir compétitives sur le plan électoral.

Enfin, le Mouvement Cinq Étoiles (M5s), un mouvement populiste attrape-tout avec des positions politiques très contradictoires, a fait de la résistance à la réforme constitutionnelle tout le long

du débat parlementaire, en protestant à chaque fois contre les violations les plus élémentaire des règles parlementaires opérées par le gouvernement. Les raisons de son positionnement tiennent dans un mixte de défense des règles de la démocratie parlementaire et d'ambition de détrôner le PD comme principale force politique en Italie.

UNE PÉRIODE D'INSTABILITÉ

La défaite impressionnante du projet de Renzi va très probablement conduire à

sans raison légitime, et a introduit d'autres formes de précarisation du travail ou encore la réforme du système d'éducation publique qui a considérablement renforcé la gestion de style managériale des écoles, détériorant les conditions de travail des enseignants et la qualité des programmes scolaires. Finalement, Renzi espérait faire passer une réforme constitutionnelle antidémocratique combinée à une nouvelle loi électorale qui aurait établi un système de prime de majorité à la Chambre

ceux actuellement autorisés par la Constitution. Sans parler des effets de la prime majoritaire de la loi électorale. Et même dans le cas où Renzi aurait réussi à obtenir une majorité pour le centre-gauche lors des prochaines élections, nous aurions fini par avoir plus de néolibéralisme et un gouvernement encore plus fort, sans qu'aucun espace ne subsiste pour une opposition efficace.

L'OPPOSITION AU GOUVERNEMENT

La principale motivation derrière le vote pour le Non était l'opposition au gouvernement. Mais, indépendamment des motivations divergentes derrière ce vote, le résultat effectif du référendum est qu'il a défendu la démocratie et la souveraineté populaire, déstabilisé le système politique dans une phase où la stabilité ne signifie rien d'autre que de nouvelles attaques contre les libertés démocratiques et contre les droits sociaux, et ouvert un espace politique pour une éventuelle renaissance des mouvements sociaux. Le 26 novembre, 150 000 femmes ont défilé à Rome contre la violence masculine et sur une plateforme revendicative radicale. Le lendemain, des milliers de personnes réunies en assemblée et formant des ateliers ont appelé à une grève des femmes le 8 mars, reliant la lutte contre les violences à la lutte contre l'austérité, les coupes dans les services de santé et la précarisation du travail.

Des assemblées de femmes se constituent dans tout le pays en préparation de l'action de mars. La lutte que nous avons devant nous sera bien sûr difficile, car la droite essaie déjà de capitaliser le résultat du référendum, dissimulant le fait qu'une large partie des électeurs du Parti démocrate ont voté contre la réforme. Mais la réponse à cela ne peut être la peur ou le moindre mal, car ces réponses n'ont pour effet que de renforcer la droite. La réponse doit être un retour à la politique comme confrontation, à partir d'une participation à la grève des femmes du 8 mars qui ouvre la voie à la résistance sociale. □

Un rassemblement de la gauche syndicale au soir du 4 décembre, près de la résidence du Premier ministre à Rome. Sur la banderole: «Vous vouliez changer la Constitution? Bella Ciao», jeu de mots entre «Bella Ciao» (Au revoir, ma belle), le chant historique du mouvement ouvrier italien et l'expression «Ciao» (Un grand au revoir).



une période de confusion et d'instabilité. Les peurs de la gauche modérée sur ce point manquent complètement leur cible. Au cours des cinq dernières années, les forces politiques les plus liées aux intérêts et aux projets de l'Union européenne ont mené une attaque féroce et systématique contre les droits sociaux: le gouvernement de technocrates de Mario Monti, soutenu par le centre-gauche, a introduit dans la constitution l'obligation de budgets en équilibre, exigée par les traités européens, rendant inconstitutionnelles les politiques keynésiennes, même les plus modérées, de relance par la dépense publique. Ce même gouvernement a également adopté une réforme des retraites dévastatrice, dont une partie a été jugée inconstitutionnelle par la Cour constitutionnelle.

Mais le plus important est que le gouvernement Renzi a réussi là où même Berlusconi avait échoué. Parmi les pires réformes adoptées par son gouvernement figurent des mesures telles que le Jobs Act (loi Travail), qui a aboli l'article 18 du Statuto dei Lavoratori, lequel rendait impossible aux employeurs de licencier un travailleur

des députés: le gouvernement aurait obtenu le contrôle total du parlement, y compris le contrôle du temps accordé aux débats parlementaires pour des lois considérées comme faisant partie du programme du gouvernement.

Il vaut la peine d'examiner ce qui serait arrivé si le Oui avait gagné. Nous aurions probablement assisté à une montée en puissance du populisme et de l'extrême droite en Italie, alimentés par un centre-gauche qui a systématiquement mené des politiques d'austérité et de réformes néolibérales dont les effets ont été dévastateurs pour les conditions de vie de la population italienne. La jeunesse a été particulièrement touchée, elle qui doit faire face à une situation dans laquelle les chances de trouver un emploi décent sont presque nulles. (Ce n'est pas un hasard si 81% des électeurs entre 18 et 34 ont voté Non et si le Oui ne l'a emporté que parmi les électeurs de plus de cinquante-trois ans).

Si le Oui avait gagné, nous aurions risqué de nous retrouver avec un gouvernement du Mouvement Cinq Etoiles ou un gouvernement de droite, doté de pouvoirs exécutifs bien supérieurs à

1 Cet article est paru initialement sur le site de la revue étatsunienne Jacobin, <https://www.jacobinmag.com/2016/12/italy-constitution-referendum-reform-renzi-democratic-party-m5s>. Nous reprenons ici la traduction qui en a été réalisée pour le site de Contretemps, <http://www.contretemps.eu/italie-referendum-democratie-neoliberalisme>. Les intertitres sont de notre rédaction.

2 En utilisant très souvent le vote de confiance, par exemple (NdTr).

3 La «règle d'or» (NdTr).

Face à la catastrophe annoncée, l'urgence de la riposte

PAR YANN CÉZARD

Que peut-on attendre de cette présidentielle? A priori rien ou plutôt le pire, de toute évidence. A cette heure, le scénario le plus probable reste celui d'une confrontation de second tour entre Marine Le Pen et François Fillon. A moins que le «Penelopegate» et un puissant rejet populaire du programme du nouveau Madame Thatcher ne débouchent sur une surprise Macron?

[Les articles de ce dossier ont été bouclés entre la dernière semaine de janvier et le tout début de février. Certaines analyses peuvent ainsi varier, non tant en fonction des opinions de l'auteur-e que des évolutions très rapides de la situation, sur laquelle nous reviendrons dans notre prochaine édition.]

C'est évidemment complètement inédit. Certes il y eut le précédent de 2002. Mais quoi qu'on pense des tendances lourdes qui rendirent cela possible, la «lepénisation des esprits», la colère populaire contre les socialistes, ce fut tout de même une sorte d'accident politique. Si les dirigeants d'alors de la «gauche plurielle» (Jospin, Hue, Chevènement, Taubira, Mamère...) avaient jugé possible un tel scénario, ils auraient soldé leurs comptes autrement et un candidat unique (et socialiste) de cette gauche plurielle, qui avait gouverné ensemble pendant cinq ans et se préparait à continuer de le faire, n'aurait pas été éliminé par Le Pen. Cette fois, c'est bien sûr différent. Plus personne n'arrive à imaginer Le Pen absente du second tour... ni même le candidat socialiste présent.

C'est le résultat de cinq ans de présidence Hollande. Cinq ans passés à gouverner brutalement, avec un cynisme invraisemblable, contre ses propres électeurs et contre les classes populaires. Cinq années terribles qui ont ouvert le chemin à la montée et à l'enracinement de l'extrême droite raciste et, à droite, au programme le plus violemment antisocial et ultralibéral depuis... le début de la V^e République peut-être.

Pourtant, ni le programme de la «préférence nationale» de Le Pen, ni le programme catho-thatchérien de Fillon ne sont vraiment majoritaires dans la société française. Crédité de 25% des voix dans la plupart des sondages (en cette fin janvier), Fillon est le favori de l'élection. Or 25%, c'est loin d'être un raz-de-marée. Ce sont pourtant de véritables pleins pouvoirs que le candidat des Républicains pourrait obtenir dans trois mois.

Car le quinquennat socialiste a laissé un tel champ de ruines politique dans les classes populaires que l'occasion paraît historique, pour la droite et le Medef, d'imposer au pays une «révolution conservatrice» dont ils n'osaient pas rêver jusque-là.

Le Parti socialiste s'effondre. Comme l'a dit malicieusement Mélenchon, «il perd même les élections qu'il organise lui-même». Ses primaires n'ont attiré qu'un dernier carré d'électeurs fidèles, et même ceux-là ont utilisé majoritairement leur bulletin de vote pour coller une grosse gifle à Valls (qui aura finalement piqué la «place du mort» à Hollande). Valls voulait une «clarification», il l'a, mais pas celle qu'il espérait. Elle pourrait bien aboutir à l'explosion du parti lui-même. C'est dans cette configuration politique inédite, où Mélenchon et Macron «bouffent» le Parti socialiste par les deux bouts et où, surtout, l'électorat populaire est profondément désorienté et écoeuré, que les institutions profondément anti-démocratiques de la V^e République pourraient donc assurer à la droite une victoire écrasante au final.

UN SYSTÈME PROFONDÉMENT ANTI-DÉMOCRATIQUE

Car c'est le charme de la V^e République de transformer un grand parti bourgeois et gouvernemental, quand même minoritaire, en maître tout-puissant de l'Etat. Ses institutions ont été créées pour cela: le scrutin majoritaire à deux tours, l'absence de proportionnelle, les pouvoirs immenses du président, le 49.3 pour museler le parlement, le système des parrainages pour éliminer les «petits candidats», liste non exhaustive! Ces cinq dernières années, elles ont permis à Hol-

lande et Valls de gouverner, contre leur propre électorat et même leur propre majorité parlementaire, dans un isolement de plus en plus complet, entourés de leurs courtisans. Demain, si la droite gagne, elles lui donneraient peut-être les pleins pouvoirs, en représentant le quart de l'électorat (et bien moins encore de la société, du coup).

Forte de ces 25% qui lui sont promis (Chirac se contenta lui-même de 20% au premier tour de la présidentielle 2002, pour garder son trône à l'Élysée), la droite s'est sentie tellement sûre d'écraser la «gauche», globalement rétrécie et fatalement éclatée, au premier tour, puis Le Pen au second, que le cœur de son électorat s'est vraiment fait plaisir lors de sa primaire: les vieux riches se sont massivement mobilisés pour plébisciter le plus «sérieux», c'est-à-dire le plus violent, le plus forcené, des candidats. Ces primaires de droite furent tout le contraire de celles du PS en 2011: alors, apeurée à l'idée que Sarkozy puisse repasser, toute une partie de l'électorat de gauche se précipita pour voter pour le presque plus à droite (après Valls), le rond, synthétique et centriste Hollande, au nom d'un délire hypertrophié du «vote utile». Les vieux riches de droite, eux, dans leur infinie arrogance, se sont dit «tout est possible!»

LE VOTE COMMUNAUTAIRE... CATHOLIQUE DE DROITE

Cette primaire de droite vit même paraître au grand jour un curieux phénomène: le vote communautaire. Pas celui qui erre dans les fantasmes des plumitifs racistes, non, pas celui des musulmans, car un vote massif et concentré sur un parti et un seul des musulmans français, il n'y en a pas, justement.

Mais un puissant vote communautaire des catholiques de droite. Les habitués de la Manif pour tous, aiguillés par l'association Sens commun, soutien officiel de François Fillon, sont allés voter par paroisses entières pour le châtelain de la Sarthe. Une force de frappe considérable, qui rappelle celle des «évangélistes» dans les primaires du parti républicain américain.

Ainsi, dans la France de 2017, il semble que l'on puisse s'emparer de l'Etat à la manière des holdings capitalistes, qui à partir d'un capital somme toute modeste peuvent contrôler une entreprise qui contrôle une plus grande et ainsi de suite... La mobilisation bourgeoisie catholique (et thatchérienne, car la charité chrétienne semble s'accommoder de la chasse aux pauvres chez ces gens-là) aura été un levier décisif pour donner à Fillon la primaire qui lui donnera, peut-être, la présidence. Voilà ce que Fillon appelle «la confiance des Français»...

Mais à propos de V^e République deux nuances s'imposent. D'abord, elle est une caricature mais non une exception dans l'univers des «démocraties» modernes, qui mériteraient plutôt d'être appelées «Etats oligarchiques de droit» pour reprendre une expression, qui a le mérite d'être précise, du philosophe Jacques Rancière. Des appareils de pouvoir au service des classes dominantes, dont le personnel politique professionnel et la haute bureaucratie sont liés par mille liens à la bourgeoisie et aux grandes entreprises, et qui sont placés par leur fonctionnement hors de tout contrôle véritable par les classes populaires. Leur bonne marche repose sur un refoulement permanent de l'activité politique de celles-ci, y compris l'abstention populaire. S'il y a une évolution, c'est que ces Etats deviennent de plus en plus oligarchiques, de moins en moins de droit.

UN CIRQUE ÉLECTORAL USÉ, UN SYSTÈME QUI CRAQUE

Ensuite, toute efficace qu'elle puisse être pour remplir sa sale besogne antidémocratique, la V^e République est à bout de souffle. Le bipartisme PS/droite, encore dominant en 2012, a laissé la place à un tripartisme incluant le FN dans les urnes, et maintenant le

bloc socialiste éclate. Les primaires ont d'ailleurs été importées des Etats-Unis pour renforcer le monopole des deux grands partis de gouvernement, en singeant des «alternatives» bien corsetées, en donnant aux électeurs un pré-choix entre des «personnalités» d'une même «famille», avec la complicité du système médiatique qui nous sature de ces riches «débats». Ce cirque politico-médiatique a bien marché pour Hollande en 2011, pour Fillon en 2016... et dérailé pour le PS en janvier 2017. Quand le «bétail électoral» se rebiffe...



Responsables et coupables... DR.

Manifestement le système se craquelle. Et la droite a peut-être crié victoire trop tôt. Il a suffi de deux mois pour que le favori Fillon soit soudain fragilisé. D'abord, la population a découvert son programme! Puis avec le «Penelopegate», elle a découvert le bonhomme qui le porte: un insupportable grand bourgeois qui, lorsqu'il ose tweeter en septembre 2012 qu'*«il y a une injustice sociale entre ceux qui travaillent dur pour peu et ceux qui ne travaillent pas et reçoivent de l'argent public»*, sait de quoi il parle... Et voilà la situation politique qui semble de nouveau, un peu, ouverte.

Pour l'instant, cela semble malheureusement surtout profiter à des aventuriers réactionnaires comme Marine Le Pen ou, dans un tout autre registre, Emmanuel Macron. Mélenchon espère certes lui aussi en profiter. Mais pour faire quoi d'une percée électorale, au-delà du plaisir de punir à nouveau le PS dans les urnes en passant devant lui? Et après? Face au futur gouvernement à droite toute qui semble aujourd'hui sur les rails? Plutôt que de nourrir trop d'illusions sur ce qui peut sortir de ce cirque électoral toujours plus pathétique, toujours plus rejeté, mieux vaut le dire et redire dès maintenant: la légitimité du prochain gouvernement, pour nous et des millions de gens, sera nulle.

L'AVENIR N'EST PAS ÉCRIT

De toute façon, le scénario électoral déprimant qui se profile aujourd'hui ne doit pas nous faire oublier que les rapports de forces électoraux, déformés en plus par des institutions anti-démocratiques, ne résument pas les rapports de forces politiques dans la société. Répétons-le: le programme ultralibéral de Fillon est minoritaire. La preuve, le candidat du sang et des larmes a déjà dû en avaler un point important (confier les seules pathologies lourdes à la Sécu), avant de faire diversion en lançant deux ou trois ignominies sécuritaires et anti-immigrés.

La droite et le Medef voient bien ce paradoxe d'une éventuelle victoire électorale, qui donnerait tout pouvoir à un parti dont le programme sortirait pourtant tout cabossé des élections. Ils veulent donc frapper fort et vite pour imposer leur «réforme du pays» au pas de charge: des ordonnances, pendant l'été. Ils veulent profiter de la sidération post-électorale, avant que la population ne se réveille. Avant d'éventuelles mobilisations sociales. Car ils les redoutent, ces mobilisations, ils les anticipent,

malgré leur mépris affiché pour «la rue», les «minorités violentes», les «syndicats qui ne représentent plus grand monde». Ils n'ignorent pas qu'ils pourraient tomber sur des réactions massives et déterminées, dans la grève et dans la rue, face à leur programme.

Notre beau mouvement contre la loi Travail sonne comme un avertissement pour eux. Et un encouragement pour nous.

Puisque Marine Le Pen trouve en Trump un modèle, puisque Fillon rêve de jouer à la révolution conservatrice de Reagan, regardons-nous aussi de l'autre côté de l'Atlantique. Des millions de personnes ont manifesté pour gâcher la fête d'investiture de Trump. Révoltés, souvent déçus aussi par huit ans de pouvoir démocrate, se sentant peut-être au pied du mur aussi, des millions se lèvent là-bas, une nouvelle vague d'organisation, de militantisme et de luttes, s'annonce peut-être. C'est cela le véritable espoir pour que le racisme et la purge antisociale qui menacent de triompher dans les urnes en mai 2017 soient renvoyés dans leurs poubelles. C'est dans cet esprit que le NPA présente la candidature de Philippe Poutou, non pour jouer à la «perspective électorale» (c'est là un de nos désaccords, pas le moindre, avec Jean-Luc Mélenchon), mais pour défendre un programme de luttes. □

ULTRALIBÉRAL, ULTRACONSERVATEUR ET VAINQUEUR ANNONCÉ

François Fillon s'effondrera-t-il avant même le premier tour ?

PAR JULIAN VADIS

Le 27 novembre dernier, François Fillon remportait la primaire de la droite et du centre, devenant par là-même candidat à la présidentielle de 2017. Le peuple de droite a fait son choix, celui d'une option dure, ultralibérale sur le plan économique, très conservatrice sur le plan sociétal. Déjà en difficulté pour s'adresser à l'ensemble de l'électorat une fois sorti du cocon de la primaire, la campagne de Fillon a tourné au vinaigre avec l'affaire dite du Penelopegate. Retour sur le projet et le désormais possible fiasco du candidat Fillon.

Elu porte-drapeau de la droite traditionnelle par plus de 4,4 millions d'électeurs, dans le cadre d'une opération de «régénérescence démocratique» réussie pour l'appareil des Républicains, Fillon a incarné en novembre une surprise de taille. Alors que tous les sondages sacraient le «chiraquien» Alain Juppé, c'est finalement l'outsider inattendu, que peu voyaient ne serait-ce qu'au second tour moins d'un mois avant le scrutin, qui a fini par l'emporter.

UN PROGRAMME DE DROITE DURE

Avec 66,49% des voix, François Fillon a largement convaincu l'électorat de son camp, en portant un programme de droite dure qui, s'il convient en tout point aux classes dominantes, suscite pourtant quelques inquiétudes quant à de potentielles explosion sociales. Pour rassurer le patronat, Fillon a promis une guerre éclair à grands coups de 49,3 et d'ordonnances, dès l'été 2017, pour ses mesures centrales visant à «restructurer l'économie».

Ces orientations très clivantes ont été comprises comme telles. Sur la Sécurité sociale en particulier (qui ne couvrirait plus que les «affections graves ou de longue durée», «le reste» étant renvoyé à l'assurance privée), elles ont reçu dans l'opinion publique un accueil glacial. Les difficultés de Fillon à convaincre les classes populaires et les classes moyennes l'ont conduit à reconnaître n'«avoir pas été bon» et à annoncer de nouvelles propositions pour la fin janvier.

Il faut dire que son programme est pour le moins décomplexé: 500 000 fonctionnaires en moins, 40 milliards de baisse des charges pour les entreprises, la fin des 35 heures dans le secteur privé, le retour aux

39 heures dans la fonction publique, la suppression de l'ISF, le recul de l'âge de la retraite à 65 ans, 100 milliards de réduction des dépenses publiques en cinq ans...

L'ex-Premier ministre de Sarkozy n'est pas en reste sur les questions sécuritaires et l'immigration, avec 12 milliards d'euros de plus pour la sécurité, la défense et la justice, la création de 16 000 places de prison, la mise en place de quotas d'immigration et le fait de réserver les prestations sociales aux étrangers à ceux qui sont en situation régulière depuis au moins deux ans. S'y ajoute une attaque forte contre les droits des LGBT, en limitant le droit à l'adoption plénière aux couples hétérosexuels, la PMA aux couples hétérosexuels infertiles et en interdisant la GPA. Dans la même veine, Fillon s'affiche comme le candidat des «valeurs de la France», mettant en avant ses croyances chrétiennes.

Un tel profil a pu, au moins au moment des primaires, séduire une partie de l'électorat du Front national, mais sa victoire a surtout sonné la débâcle du chiraquisme au sein de la droite française. Fillon incarne clairement une ligne bien plus en adéquation avec les politiques libérales européennes, s'inscrivant dans la lignée initiée par Margaret Thatcher au Royaume-Uni dans les années 1980. Ce changement de direction marque une rupture avec des positions davantage de centre-droit, qui étaient incarnées dans ces primaires par... l'ex-grand favori, Alain Juppé.

MACRON, UNE ÉPINE DANS LE PIED

La victoire d'une ligne de droite dure face à la candidature plus «modérée» d'Alain Juppé a, malgré le soutien de ce dernier à Fillon, ouvert un espace politique au centre-

droit dans lequel s'est engouffré un outsider. Emmanuel Macron, qui a émergé sur les ruines du Parti socialiste, se pose de plus en plus comme le candidat de «l'extrême centre», ni de droite ni de gauche – ou «et de droite et de gauche» selon ses propres dires, mais dans tous les cas en opposition aux «extrêmes».

S'inscrivant d'une certaine manière dans la continuité de Giscard d'Estaing en 1974 et de Bayrou en 2007, Macron tire parti du programme très à droite de Fillon pour proposer à l'électorat de centre-droit une alternative de type social-libérale. C'est une vraie épine dans le pied, qui inquiète au sein de l'appareil des Républicains. D'autant que l'actuelle séquence électorale se déroule sur fond d'une crise organique profonde de la V^e République. La victoire-surprise de Fillon dans les primaires de la droite et du centre en était déjà une manifestation, en ces temps de tournants brusques dans la conjoncture politique et sociale (de la mobilisation du printemps à un été particulièrement réactionnaire, jusqu'à la polarisation par la campagne présidentielle).

En choisissant un candidat dont le profil n'était pas celui du meilleur rassembleur avec le centre, en privilégiant une ligne ultralibérale et ultraconservatrice, l'électorat de droite s'est donc tourné vers le candidat qui défendait le plus ouvertement la contre-réforme globale voulue par la bourgeoisie sur le plan économique comme social. Un tel positionnement est certes séduisant pour de larges secteurs du patronat, mais conduit à se retrouver en difficulté dès qu'il s'agit de le présenter devant l'ensemble de l'électorat, après le réveil de la classe ouvrière et de la jeunesse au printemps 2016. C'est pourquoi une partie des classes domi-

nantes s'inquiète d'un programme d'attaques trop frontal, qui risquerait de mettre le feu aux poudres.

Des secteurs de la bourgeoisie semblent avoir trouvé une alternative en Macron. Avec son programme libéral assumé, tourné vers la high tech et se situant dans la li-

afin de gagner une élection telle que les présidentielles en est une autre.

Cette situation inconfortable pour le candidat Les Républicains (LR) se traduit notamment dans la tournure que prend sa campagne. Exit la focalisation sur les questions économiques et sociales, où Macron a pour

tables. Raillé de toute part, François Fillon a vu sa côté de popularité dégringoler (16 points de chute en quelques jours!) et se retrouve aujourd'hui dos au mur.

Au sein de l'appareil Républicain, l'inquiétude est à peine voilée. Sarkozystes et juppéistes, usant du vieux procédé

consistant à répondre à la question qui ne vous est pas posée, ont exprimé presque ouvertement l'hypothèse d'un remplacement en catastrophe du vainqueur des primaires, tout en affirmant ces derniers jours que celui-ci restait leur candidat. Le premier grand meeting de campagne, tenu à la Villette dimanche 29 janvier, avait en ce sens tout d'une opération interne à son camp, visant à maintenir les rangs les plus serrés possibles: retour aux fondamentaux du programme en les couronnant d'un slogan héroïque («La France libre»), mise en scène du couple Fillon, avec les caciques alignés au premier rang.

Le «Penelopegate» et la colère qu'a générée l'affaire au sein de larges couches de salariés, comme en témoigne le

succès d'une pétition en ligne pour que Mme Fillon «rende les 500 000 euros», pourrait bien miner une bonne fois pour toute la candidature de François Fillon. Il s'agit là de l'un des symptômes de la crise qui traverse le régime politique, et peut-être d'une expression de la persistance, lors de ces présidentielles, de la radicalisation qui s'est exprimée au printemps 2016 sur le terrain de la lutte des classes.

Remarquons aussi que des quatre principaux candidats selon les sondages (Mélenchon, Macron, Fillon et Le Pen), un seul est issu d'un appareil du bipartisme traditionnel, marque de la grande fragmentation et de la volatilité de l'électorat. La moindre turbulence peut se transformer en véritable séisme à l'ampleur inconnue, le «Penelopegate» en témoigne. Une période propice aux tournants brusques laisse la porte ouverte à des scénarios jusque là impensables, tels qu'un second tour Le Pen-Macron, l'absence de la candidate frontiste, voire la présence d'un candidat de la gauche de la gauche



Penelopegate: la cata... DR.

gnée de la politique d'ubérisation qu'il a impulsée au ministère de l'économie, l'ex-banquier de chez Rothschild s'est lancé dans une campagne de longue haleine. Il a d'abord profité des déboires du PS pour capitaliser au sein de la partie du «peuple de gauche» qui ne voit pas Mélenchon comme une alternative crédible, et qui rompt sur la droite avec ce qui était le pilier gauche traditionnel de la démocratie bourgeoise. En cultivant un profil extérieur aux partis traditionnels, Macron s'est donné un visage «anti-système» qui pour l'instant fonctionne auprès de certains secteurs. Il tente de se constituer patiemment une base sociale qui serait à même de l'amener au second tour de la présidentielles, où il bénéficierait alors d'un vote de «moindre mal».

«PENELOPEGATE»: FILLON EST-IL DÉJÀ HORS COURSE?

C'est là précisément que le bât blesse pour François Fillon. L'ex-Premier ministre ne parvient pas, jusqu'à présent, à franchir le cap qui lui permettrait de s'adresser à «l'ensemble des Français». Gagner une primaire de sa famille politique est une chose, se construire la base sociale indispensable

l'heure l'avantage. Fillon lorgne maintenant vers l'électorat FN, en déplaçant le débat notamment sur les questions de l'immigration. Un pas d'autant plus éclairant que le Front national lui-même, qui a été surpris de devoir s'affronter à Fillon et non pas à Juppé (ou sinon à Sarkozy), a orienté son «Fillon bashing» sur le problème de la Sécurité sociale et sur les questions économiques, en proposant un semblant de programme plus «social» afin d'attaquer le candidat LR sur les pans de son programme les plus clivants.

Aveu de faiblesse amené à durer jusqu'au premier tour? En vieux briscard de la politique, Fillon attendait jusqu'ici patiemment son heure, que l'ensemble des cartes soient distribuées pour manœuvrer et lancer les hostilités, comptant sur une éventuelle candidature de François Bayrou, voire sur la victoire d'un Valls pour empiéter sur l'espace de Macron.

Mais voici qu'une donnée nouvelle vient de changer radicalement la donne. Il s'agit du scandale ouvert à l'occasion du «Penelopegate», une affaire d'emploi fictif orchestrée par le clan Fillon et qui a permis à sa compagne de toucher aux frais de l'Etat des salaires très confort-



dans le cadre de la pression à «l'unité» qui découle du résultat des primaires socialistes...

En d'autres termes, non seulement la droite traditionnelle ne sait pas encore comment reconstituer le bloc électoral qui lui avait permis de s'ériger en force politique principale lors de l'avènement de la V^e République, mais cette affaire

avec Chirac. En mars 1994, celui-ci plafonnait à 14% d'intentions de vote au premier tour, contre 33% pour Balladur. En définitive, Chirac obtint 20,8%, Balladur finissant en troisième position avec ses 18,8%. Macron peut-il aujourd'hui faire une percée, dans l'électorat de droite et au-delà, comparable à celle de Chirac et ainsi coiffer au poteau le candidat LR? Nul doute en tous cas que le candidat d'En Marche savoure la séquence qui vient de se dérouler, entre Penelopegate et succès de Benoit Hamon aux primaires socia-

Parti socialiste se retrouverait exclu dès le premier tour... tout en restant un acteur clé de la présidentielle. Son candidat «refondateur» va nécessairement déclencher de nouvelles mutations au sein d'un électoral globalement instable et prêt à de multiples tournants.

Le «Thatcher français» connaîtra-t-il une «balladurisation» express et teintée d'humiliation pour ses affaires et son train de vie? Vainqueur affiché de l'élection présidentielle, le candidat LR semble aujourd'hui dans une impasse,



« J'me voyais déjà... » DR.

d'emploi fictif vient en plus la projeter dans des turbulences qui lui font risquer un véritable crash, alors même qu'elle se voyait déjà de retour aux commandes.

LE «THATCHER FRANÇAIS» VERS UNE BALLADURISATION ?

Piégé par son propre programme, qui lui rend très difficile de «s'adresser aux Français», ainsi que par la dynamique Macron et la tempête qui vient de s'abattre sur sa campagne, François Fillon peut-il connaître la même mésaventure qu'Edouard Balladur en 1995?

Comme Balladur en son temps, Fillon s'est posé comme le grand favori de la présidentielle. Tout portait à croire que Balladur allait l'emporter dans son duel

listes.

Considérons certaines similitudes entre Balladur 1995 et Fillon 2017. D'abord, un manque d'engouement populaire notoire. Pour Fillon, cela s'est exprimé sur des projets de réforme, comme celui de la Sécurité sociale rejeté par... 90% de la population, ce qui l'a amené à rétro pédaler, en retirant ces mesures de son programme et en annonçant de nouvelles propositions à venir. Mais surtout, il apparaît comme le candidat des riches et des rentiers.

Bien entendu, il manque encore un ensemble d'éléments importants pouvant changer radicalement la donne, dans un sens ou dans l'autre. La seule donnée semblant pour l'instant inéluctable est que le

peinant à faire l'unité de son camp et à se constituer une base sociale solide, faisant de plus en plus débat au sein de la bourgeoisie elle-même tant le discrédit est grand. Des secteurs significatifs de cette dernière pourraient-ils alors porter plutôt leur confiance sur l'hypothèse Macron ?

Pour le mouvement ouvrier et ses militants, comme pour les mouvements sociaux, il s'agit de suivre cette situation de près. Le combat entre libéraux-libéraux et libéraux-conservateurs influencera en effet les recompositions à venir dans le camp d'en face, de même que la méthode, le rythme et l'ampleur des attaques à venir, auxquelles il faut dès maintenant se préparer à résister. □

Marine Le Pen prête à gérer les affaires de la bourgeoisie

PAR MARIE-HÉLÈNE DUVERGER

Une candidate « anti-système » ? Allons bon... Le programme de Marine Le Pen est intégralement au service du patronat. Derrière la démagogie, elle ne se différencie des autres prétendants bourgeois que par son nationalisme et son racisme exacerbés, conformes aux plus anciennes traditions de l'extrême droite. Analyse et arguments.

Marine Le Pen avait prévu depuis des mois de lancer officiellement sa campagne à Lyon les 4 et 5 février lors d'un grand raout frontiste sur inscription payante : tables rondes, déjeuner patriotique, dîner de gala, soirée dansante et bien sûr, comme clou du spectacle, un meeting public de la candidate. C'est dans cette ville fétiche pour l'extrême droite dans toute ses composantes, devenue depuis plusieurs années le terrain favori des parades de rue et des opérations coups de poing des groupes identitaires, que la dirigeante du Front National doit dévoiler précisément l'ensemble de son programme pour l'élection présidentielle.

TRUMP PRÉSIDENT, LE PEN PRÉSIDENTE ?

La date avait été choisie bien avant la victoire de Fillon à la primaire de la droite. Elle était censée se caler pile une semaine après la fin des primaires du PS et de ses satellites dont Le Pen, comme bien d'autres, pensait que Hollande sortirait vainqueur. Mais finalement, elle n'affrontera au premier tour ni Sarkozy ni Hollande. La posture « Le Pen qui va sortir les sortants », en tapant sur le clou des bilans catastrophiques des deux quinquennats précédents pour avancer tranquillement au premier tour ses « deux adversaires favoris », n'est plus de mise.

Dans une interview au journal *Le Parisien* le 8 janvier, Le Pen, en prétextant « avoir des fourmis dans les pattes et gratter le sol du sabot » (sans préciser à quel animal elle s'identifiait !) avoue à demi-mots qu'elle doit sortir

du bois un peu plus tôt que prévu : « depuis un an je suis un peu en retrait pour préparer cette campagne, mais aussi le quinquennat. C'est un gros travail de fond qui nécessite du recul, énormément de rencontres. Mais je suis une

accéder au pouvoir. Aucune autre hypothèse stratégique à cette heure ne s'offre à lui, malgré ses origines fascistes et sa spécificité de parti d'extrême droite qui compte dans ses rangs tout un personnel politique dis-



La France rance du Front national... DR.

femme active, j'aime l'action et donc cette action me manquait ». Le Pen ne peut pas reconnaître plus clairement que l'écrasante victoire de Fillon aux primaires de la droite, sur un positionnement à la fois ultra-réactionnaire et ultralibéral, et l'intérêt que semble susciter Macron dans une frange de l'électorat de gauche l'obligent à revenir directement au premier rang de l'espace médiatique. Car son pari est d'être largement en tête au premier tour de la présidentielle pour créer l'effet de choc qui pourrait lui faire gagner le second. Se préparer à gouverner est une chose, encore faut-il ne pas rater la marche électorale qui mène à l'Élysée. C'est aujourd'hui la seule voie que peut emprunter le Front national pour enfin

ponible pour d'autres aventures que celles de la bonne vieille république bourgeoise.

Avec l'aura des scores inédits du FN aux élections régionales de 2015, le climat sécuritaire, xénophobe et islamophobe renforcé par le triptyque « guerres-attentats-état d'urgence », la déconsidération complète du Parti socialiste parmi les classes populaires dont les conditions de vie n'ont cessé de se dégrader depuis cinq ans et, cerise sur le gâteau, la victoire de Trump aux États-Unis (que Marine le Pen a été une des premières à féliciter le soir de sa victoire), un boulevard semble ouvert à la fille, là où le père avait

échoué. Voir le Front national gouverner, seul ou avec d'autres, n'est plus du domaine de l'impossible.

UN DANGER DANS L'AIR DU TEMPS

Les positionnements ultra-nationalistes, protectionnistes, souverainistes, xénophobes, ouvertement racistes et anti-musulmans ne sont pas l'apanage de Le Pen en France (et pas qu'à la droite de l'échiquier politique !) A l'échelle internationale, bien d'autres politiciens ont fait leur beurre électoral sur ce terreau nauséabond et ont pu former des gouvernements ou participer à des alliances gouvernementales (Autriche, Hongrie, Grèce, Italie, pour ne citer que quelques exemples européens récents). Les frontières entre la droite populiste, la gauche souverainiste, l'extrême droite plus « classique » ou « relookée » sont de plus en plus poreuses sur le plan idéologique. Trump, érigé en modèle par Marine Le Pen, peut à la fois afficher un racisme débridé, flatter ses amitiés avec certains dictateurs et mettre en avant la grande nation américaine sans rompre avec le jeu institutionnel classique, sans s'attaquer au système, parce que le système tel qu'il est lui convient parfaitement pour continuer à mener ses affaires de milliardaire, tout comme il convient à ses amis de Wall Street.

Les vrais « anti-système » ne sont pas ceux qui remportent des élections à coup de millions de dollars. Certes, avec les six millions d'euros empruntés à son père, Marine Le Pen joue dans une cour bien plus petite que Trump et le Parti républicain, mais elle appartient bien à la même famille de politiciens extrêmement dangereux pour la classe ouvrière, les jeunes et tous les opprimé-e-s, mais par contre sans danger pour le système capitaliste.

Il est encore temps de convaincre autour de nous, parmi nos collègues de travail, peut-être nos camarades de syndicat, nos relations de voisinage, notre entourage familial, plus généralement avec toutes celles et ceux avec qui nous aurons l'occasion de discuter lors de nos activités militantes, et notamment lors de la campagne pour le candidat du NPA, Philippe Poutou, que voter pour Marine le Pen quand

on est travailleur-se, étudiant-e, lycéen-ne, privé-e d'emploi, retraité-e c'est voter contre son camp, contre les intérêts du plus grand nombre. C'est renforcer le camp de ceux qui nous exploitent, nous oppriment, nous polluent, pillent la planète et écrasent les peuples et les minorités.

Pour ceux qui en douteraient encore, voici quelques arguments à partager largement. Qu'ils nous soient collectivement utiles pour contribuer à dénoncer l'imposture de Marine Le Pen « candidate au nom du peuple » et le danger de toutes les idées qu'elle porte. Et cela, qu'elle soit élue ou non, parce que ses idées gangrèment les têtes et finissent toujours, pour beaucoup d'entre elles, par être reprises ou appliquées par d'autres.

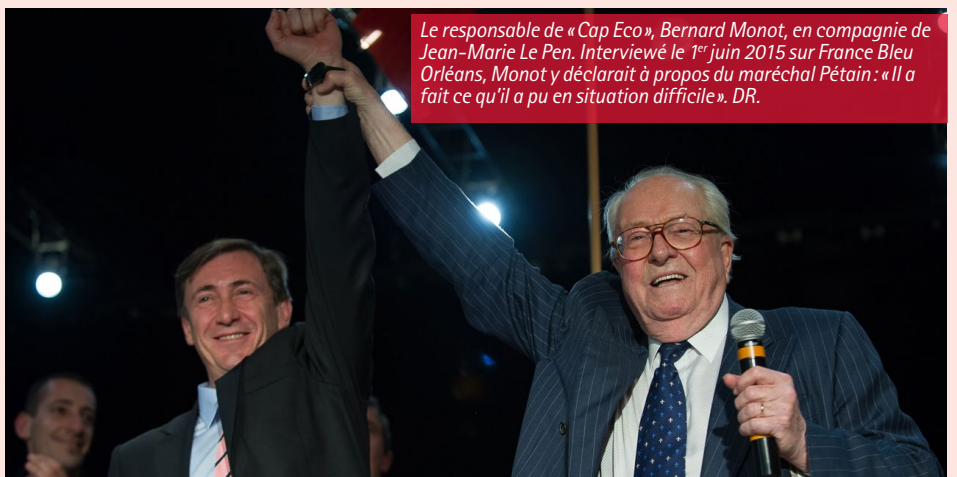
LE « PROGRAMME SOCIAL » DU FN N'EXISTE PAS !

Depuis la victoire de Fillon à la pri-

ci, et notamment son caractère solidaire », écrit-elle le 10 janvier sur son blog de campagne. Le FN a même fait imprimer des tracts sous forme de cartes Vitale portant l'inscription « Fillon va vous rendre malade » !

Mais si on poursuit la lecture, on voit rapidement quelles « solutions » préconise Le Pen : « Il faut s'attaquer aux vrais problèmes. Mettre fin à la fraude sociale, notamment en instaurant la carte vitale biométrique. Supprimer l'aide médicale d'Etat qui permet aux clandestins de se soigner aux frais des Français ». Dans son interview au Parisien deux jours plus tôt, elle ajoutait : « nous proposons un délai de carence pour tous les étrangers qui viennent travailler dans le pays. Ils devront cotiser quelques années avant de pouvoir accéder aux bénéfices de la protection sociale et de la solidarité nationale dans son ensemble ».

Au-delà du caractère ouvertement



Le responsable de « Cap Eco », Bernard Monot, en compagnie de Jean-Marie Le Pen. Interviewé le 1^{er} juin 2015 sur France Bleu Orléans, Monot y déclarait à propos du maréchal Pétain : « Il a fait ce qu'il a pu en situation difficile ». DR.

maire de la droite, Marine Le Pen cherche à positionner sa campagne encore plus sur la ligne privilégiée depuis quelques années par le clan Florian Philippot-Louis Alliot (et qui a achevé de prendre majoritairement la main sur le Front national lors de l'éviction de Jean-Marie Le Pen) : celui d'un FN défenseur des ouvriers, des pauvres et des exclus. Les attaques de Fillon contre la Sécurité sociale ont ainsi provoqué une série de prises de position de Marine Le Pen, qui s'érige en rempart : « En appliquant une telle politique inepte, l'égalité protection de tous les Français face à la maladie, mise en place par le général de Gaulle, serait réduite, anéantie. En réalité, sous prétexte de sauver la Sécurité sociale, François Fillon finirait par trahir les principes fondamentaux de celle-

discriminatoire de telles mesures, d'ailleurs en complète contradiction avec le principe même de la Sécu, si l'on ne s'intéresse qu'aux chiffres, on verra que l'aide médicale d'Etat (qui est la prise en charge des dépenses de santé pour les étrangers dits « sans-papiers » présents sur le sol français) n'a représenté en 2014 que 831 millions d'euros : un chiffre à rapporter aux 15,3 milliards de déficit global et aux 30 milliards d'exonération de cotisations sociales accordées aux patrons par le Pacte de responsabilité. En 2012, Marine Le Pen avait déjà axé une partie de sa campagne sur les « fraudes massives », inventant le chiffre de 10 millions de cartes Vitale volées... et sous-entendant en permanence qu'il s'agissait de fraudes commises par des étrangers

ou des immigrés. Voilà les « solutions » de Le Pen pour sauver la Sécu : démagogie et racisme !

LA GIROUETTE MARINE A LE CŒUR DU CÔTÉ DU CAPITAL

Sur la question du SMIC, souvent Marine varie... Lors de l'annonce en décembre par le gouvernement que, pour la onzième année consécutive, il n'y aurait aucun « coup de pouce » au-delà de l'augmentation légale, le FN s'est scandalisé de « l'indifférence » avec laquelle sont traités les « petites salaires ». Mais il y a quelques mois, Marine Le Pen disait qu'« augmenter le SMIC est une mauvaise mesure, elle entraînerait une charge insupportable pour les petites entreprises » et une semaine avant, elle affirmait sur LCI « je n'ai jamais dit que j'augmenterai le SMIC ».

Dans une interview accordée à *Valeurs Actuelles* le 7 juillet 2016, elle défendait « la prise en charge par l'Etat de 200 euros de la part salariale des cotisations sociales jusqu'à 1,4 fois le SMIC, financée par une contribution à l'importation de 3 % ». Après l'allègement des cotisations sociales patronales pratiquées par tous les gouvernements successifs de gauche et de droite, voilà donc la proposition de suppression d'une partie du salaire socialisé du côté des salariés, avec tous les risques que cela implique sur la baisse de la protection sociale... Encore une fois Le Pen se contredit. Mais surtout, cela ne fait pas sortir le moindre sou des poches du patronat.

Au début du mois de janvier, c'est dans le très chic Hôtel Napoléon à Paris, à deux pas de l'Arc de Triomphe, que Marine Le Pen a choisi de déclarer sa flamme aux patrons... ou plutôt aux « entrepreneurs ». « Un entrepreneur est un véritable aventurier qui n'hésite pas à sortir des sentiers battus, innove et entraîne les autres », s'est-elle enthousiasmée. « On disait naguère "Heureux comme Dieu en France". Je souhaite que mon projet permette de dire "Heureux comme un entrepreneur en France" » ; avant de s'autoproclamer « championne de la réindustrialisation de la France » et de revendiquer l'héritage de Colbert, De Gaulle et Pompidou en matière de politique industrielle... Sans doute le discours économique du FN a-t-il évolué ces dernières années, l'ultralibéralisme laissant place à une plus grande implication de l'Etat, mais dans les deux cas, c'est

au service exclusif de la défense des capitalistes !

PROTECTIONNISME ET CADEAUX AUX PATRONS SONT LES DEUX MAMELLES FRONTISTES

Le Pen propose de réserver les marchés publics des collectivités locales aux entreprises qui produisent en France, sous réserve que leurs prix ne dépassent pas 25% de ceux des entreprises étrangères. Le collectif « Croissance Bleu Marine », animé par Mikael Sala, consultant spécialisé dans le développement commercial des PME, défend la création d'une taxe temporaire sur les produits importés « pour le rétablissement d'une concurrence loyale », la transformation de l'impôt sur les sociétés des PME en impôt sur les dividendes, ou encore le développement de l'apprentissage dans la fonction publique. Composé de chefs d'entreprise plus jeunes, le collectif Audace soutient de son côté les prêts de trésorerie des banques aux PME en cas de découvert et l'obligation d'indiquer sur les produits le pays de fabrication.

C'est le député européen Bernard Monot qui est à la manœuvre sur ce plan. Il réunit une fois par mois le « Comité d'action programmatique » sur les questions économiques, plus connu sous le nom de « Cap Eco ». Autour de la table, il y a Jean-Richard Sulzer, ex-professeur d'économie et adjoint aux Finances du maire d'Hénin-Beaumont, Bruno Lemaire, ancien prof à HEC, Philippe Murer, ex-universitaire et cosignataire de textes contre l'euro avec l'économiste Jacques Sapir (ex-Front de gauche), et Thibault de la Tocnaye, ingénieur et créateur de plusieurs start-up. A en croire la communication officielle du Front, le « Cap Eco » compterait au total 92 membres dont plusieurs hauts cadres d'entreprises et haut-fonctionnaires de la Cour des comptes, du ministère des Finances et de la Banque centrale européenne. Décidément, on est loin de l'affichage « anti-système » !

Pierre Gattaz a d'ailleurs enfoncé le clou de la désormais respectabilité patronale de Marine Le Pen en annonçant que le Medef, contrairement à ce qu'avait fait Parisot en 2012, recevra la candidate du FN avant le premier tour.

« NI DE DROITE, NI DE GAUCHE », MAIS D'EXTRÊME DROITE ASSURÉMENT !

Dans sa course au pouvoir, la riche héritière Le Pen oscillera en permanence entre taper au maximum sur les Fillon et Macron, « candidats du système », et se dé-

faire au contraire de son image quasi contestatrice du capitalisme pour défendre l'économie qu'elle entend servir demain. Elle professera donc un libéral-nationalisme qui prétend combattre le « capitalisme mondialisé » sur trois axes : protectionnisme, repli sur les frontières et sortie de l'euro, avec « négociation immédiate avec Bruxelles pour rendre leur souveraineté aux Français ». L'Union européenne sera accusée d'être responsable de tous les maux du pays, obstacle au « patriotisme économique » dont elle se veut la plus vigoureuse partisane. « La France libre, la France maîtresse de ses lois, de son économie, de sa monnaie et gardienne de ses frontières, voilà la condition de toute politique nationale ».

Le discours raciste et xénophobe de Marine Le Pen, première de ses recettes électorales, est d'ores et déjà de retour en première ligne, très loin de « la France apaisée », avec par exemple sa proposition d'exclure de l'accès à l'école gratuite les enfants de nationalité étrangère. Les enfants étrangers « en situation régulière » devraient s'acquitter « d'une cotisation » après « un délai de carence d'un ou deux ans ». C'est ce qu'a déclaré Florian Philippot, vice-président du FN, le 9 janvier au micro de France Inter. Quant aux enfants de parents en situation irrégulière, ils seraient carrément exclus du droit à la scolarisation car « pour les clandestins, la question ne se pose pas, puisqu'ils n'ont pas vocation à rester en France ».

Le sociologue Eric Fassin estime qu'au-delà de l'indignation légitime et des questionnements sur la faisabilité d'une telle mesure, il faut s'interroger sur le contexte politique qui a permis l'émergence de cette idée. Pour lui, « cela révèle qu'aujourd'hui, il ne suffit plus d'avoir des discours euphémisés pour bien marquer qu'on se situe à l'extrême droite. C'est l'effet des politiques décomplexées de droite et aussi celui du ralliement du socialisme de gouvernement à celles-ci. Par cette proposition, le FN nous dit qu'il n'y a plus besoin de feindre l'humanisme. Il tire à sa façon les leçons de l'évolution des dix dernières années ».

Si Marine Le Pen était élue en mai prochain, elle le devrait tout autant à son discours qu'à ceux prononcés depuis plusieurs décennies par tous les autres politiciens au service de la bourgeoisie. Si Marine le Pen entrerait à l'Élysée, sa politique contre la classe ouvrière et les immigrés formerait une couche supplémentaire sur les sédiments déposés par la droite et le PS. Cela n'en serait que plus insupportable. □

HAMON ET LE PARTI SOCIALISTE

Replâtrage ou chant du cygne ?

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Après Hollande forcé de renoncer, c'est Valls qui est donc passé à la trappe. La loi Travail et la grande mobilisation qui l'a combattue sont passées par là. Benoit Hamon a-t-il pour autant les moyens de sauver le Parti socialiste ? Rien n'est moins sûr. Sur ce terrain comme sur d'autres, nous entrons en terre inconnue...

Revenons d'abord sur la double défaite de l'ancien couple exécutif. Sa raison de fond est connue : la politique du gouvernement est largement rejetée au sein même des secteurs qui constituaient la base historique du Parti socialiste. Mais on n'a peut-être pas souligné assez le degré de décomposition politique et morale auquel leur gestion a conduit.

LA DÉBÂCLE DU HOLLANDO-VALLSISME

A cet égard, l'allocution télévisée du 1^{er} décembre dernier, dans laquelle Hollande annonçait qu'il ne se représenterait pas, est significative. En un étonnant plaidoyer *pro domo*, le président y revendiquait toute sa politique, avec un bémol et en concédant une exception. Le bémol porte sur le chômage, « l'engagement majeur que j'avais pris devant vous », pour lequel « les résultats arrivent plus tard que je ne les avais annoncés ». « Mais ils sont là, s'empresse-t-il néanmoins d'ajouter, l'investissement, la consommation, la construction repartent et depuis le début de l'année, le chômage enfin diminue. » Les millions de chômeurs, précaires et exclus, toujours plus nombreux, auront apprécié.

L'exception est la suivante : « je n'ai qu'un seul regret, et je veux ici l'exprimer : c'est d'avoir proposé la déchéance de nationalité parce que je pensais qu'elle pouvait nous unir alors qu'elle nous a divisés. » Autrement dit, Hollande reconnaît à demi-mots qu'il n'avait pas proposé la déchéance de nationalité parce que c'était à son avis une mesure juste ou utile (ni ne l'avait retirée ensuite car elle n'était finalement pas si bonne), mais avait juste lancé une manœuvre politique... qui n'a pas fonctionné.

Cette démarche inspirée de la tactique

dite de la « triangulation », inventée par les conseillers de Bill Clinton et reprise ensuite par Tony Blair, consiste à s'approprier une partie du programme de son adversaire afin de désarmer son opposition et d'apparaître comme défendant une position « centrale ». En l'occurrence, Hollande avait mis en avant (sans que personne ne lui ait rien demandé) une mesure discriminatoire et xénophobe défendue par le Front national et une partie de la droite, dans l'objectif d'endosser les habits d'un père de la Nation unie contre le terrorisme et de se reconstruire ainsi, un an et demi avant les élections, une stature présidentielle.

Dans des moments aussi dramatiques, on attend en principe d'un président de la République (nous n'en attendons rien, mais c'est ainsi que les choses sont censées se passer) qu'il fasse preuve de hauteur de vues et montre une capacité de rassemblement. Hollande a au contraire choisi d'utiliser le traumatisme des attentats pour tenter un « coup », qui a échoué lamentablement et s'est retourné contre lui, puisqu'il n'a réussi qu'à fracturer sa majorité parlementaire et à attiser les colères sur sa gauche.

Il faut dire que pendant onze années – de 1997 à 2008 –, il avait été en tant que premier secrétaire du Parti socialiste l'homme de la « synthèse », chez qui les postures et les accords de couloir prenaient systématiquement le pas sur les positions politiques. Hollande était visiblement convaincu de pouvoir diriger un pays comme il avait dirigé le PS.

Valls fonctionne différemment, à coups de gueule et de menton. Il a été pour beaucoup dans l'éviction de son président, face auquel il avait à mots cou-

verts menacé de se présenter dans le cadre de la primaire socialiste. Comment ce personnage, parmi les plus haïs chez les militants de gauche et dans les classes populaires, a-t-il pu imaginer avoir la moindre chance de l'emporter ? La réponse est sans doute à rechercher dans sa psychologie, même si ses 41 % du second tour montrent que le libéralisme fort peu social du gouvernement PS dispose malgré tout d'une certaine base de soutien.

Toujours est-il que sa campagne des primaires a brillé par son inconsistance – hors sa revendication obstinée d'un bilan gouvernemental rejeté par la majorité du « peuple de gauche » – et par ses incohérences. Le comble a certainement été son idée de supprimer un 49.3 qu'il avait lui-même utilisé à de multiples reprises contre les salariés et une partie de sa propre majorité parlementaire.

LOIN D'UN CORBYN FRANÇAIS

Benoit Hamon a construit sa campagne autour de trois propositions principales : l'abrogation de la loi Travail (un passage obligé pour l'emporter !), le remplacement de l'article 49.3 de la Constitution, qui serait abrogé, par un « 49.3 citoyen » (une loi pouvant être soumise à référendum sur demande de 1 % du corps électoral) et un « revenu universel de base » fixé à 750 euros.

On a également parlé de « 32 heures », mais c'est une exagération : Hamon a affirmé clairement qu'il n'entendait pas diminuer la durée légale du travail et précisé, lors de son débat de l'entre-deux tour avec Valls : « moi ce que je propose, c'est qu'en contrepartie de baisses de cotisations sociales patronales, il y ait des accords de réduction du temps de travail » (« dans le

cadre de la démocratie sociale»). La réponse du patronat étant connue d'avance, il est permis d'oublier.

C'est le revenu universel qui a surtout polarisé le débat. La première chose à dire à son sujet est qu'il s'agit d'une mesure d'inspiration libérale (de nombreux libéraux, de droite ou de gauche, l'ont faite leur – avec une large gamme de propositions): au lieu de l'augmentation des salaires, au lieu de la réduction du temps de travail jusqu'à disparition du chômage, l'Etat (les patrons étant quant à eux... épargnés) verse à chacun-e une somme qui est totalement insuffisante pour vivre (mais globalement coûteuse) et qui viendrait de plus se substituer à une série de prestations sociales – RSA, aides au logement, prestations familiales, voire allocations de chômage –, avec pour conséquence possible une baisse de revenu pour des secteurs les plus défavorisés de la population.

La seconde constatation est que, confronté aux critiques dénonçant l'ir-

son objectif est celui d'une « économie mixte »). Chez Hamon, on peine à trouver quoi que ce soit qui s'en prenne, même minimalement, aux profits patronaux ou aux intérêts capitalistes.

Les personnages sont également différents. Quand Hamon est pur homme d'appareil, formé à l'origine dans le sésail de l'Unef, Corbyn n'est pas seulement un élu de longue date mais aussi un militant, qui s'est engagé à de nombreuses reprises (et souvent assez seul au sein de son parti) dans des combats contre l'austérité et les privatisations, pour l'écologie ou contre l'impérialisme.

Enfin, les partis sont différents. Le PS, qui n'a jamais été une organisation de masse, se trouve aujourd'hui réduit à une formation d'élus : 280 000 membres en 2006, 170 000 en 2012, et aujourd'hui 42 300 à jour de cotisation. Le Parti travailliste britannique est resté organiquement lié aux syndicats, représentés en son sein en tant que tels, et il a de

Dans ces conditions, tant les hollandovallistes que les frondeurs (et d'autres) se disent qu'au moins jusqu'à la présidentielle, il serait peut-être sage de ranger les couteaux. Après la victoire de Hamon, les défections vers Macron n'ont d'ailleurs pas augmenté qualitativement et il ne s'est trouvé à ce jour que 17 parlementaires pour revendiquer un « droit de retrait ».

Hollande, son gouvernement et la direction socialiste jouent aujourd'hui sur le registre de la neutralité, voire d'une collaboration prudente, tout en exerçant des pressions « amicales » – à l'instar de Bernard Cazeneuve – afin d'inviter le candidat à s'ouvrir aux autres secteurs du PS et à revendiquer une part au moins du bilan gouvernemental. Et puis, quels que soient les désaccords, tous ont en tête la possibilité que cette candidature serve à redorer un peu le blason socialiste – après tout, Hamon est loin du Mitterrand qui promettait avant 1981 le dépassement du capitalisme...

Peut-on aboutir à un accord raisonnable, conduisant à un certain rééquilibrage interne mais ne bouleversant pas les structures du PS? Pour Hamon et ses partisans, dont le but n'est pas de rompre avec le parti mais de s'y assurer de meilleures positions, la perspective est tentante. Le plus probable est donc que l'on assiste pour l'instant à un affrontement feutré, une confrontation/négociation à l'issue incertaine. Après les élections, de toute façon, tous les problèmes ressurgiront avec force.

Dans la séquence marquée par la préparation des présidentielles et des législatives, écrivions-nous il y a quelques mois², « une question centrale sera celle de savoir qui, quel courant politique, se montrera capable de rallier tout ou partie des milieux très larges qui viennent de rompre avec Hollande et le gouvernement. Les concurrents réformistes, de Mélenchon aux gauches du PS (sans oublier le PCF, même s'il est aujourd'hui mal en point), ne manqueront pas. » Nous y voilà. Il y avait Mélenchon et sa France insoumise. Sur un tout autre plan, on a vu arriver Macron. Hamon est maintenant venu compléter le tableau. La lutte sera féroce... □

¹ Nous y reviendrons en détail, ainsi que sur son substrat, la dite raréfaction du travail comme conséquence de la numérisation/robotisation, dans notre prochaine édition.

² « Ce n'est qu'un début... », n° 78 de juillet-août 2016.



réalisme du financement de cette mesure, le vainqueur de la primaire a très vite rétrogradé : il ne s'agit plus désormais que d'augmenter le RSA à 600 euros et de verser un revenu (d'un montant non défini) aux jeunes de 18 à 25 ans. Le reste et la suite, au-delà de 2018, seront à discuter dans une « conférence ». Tout cela a quand même un air déjà vu d'enfumage réformiste (et de « promesses qui n'engagent que ceux qui veulent bien y croire »).

Benoit Hamon a été comparé à Jeremy Corbyn, celui qui dirige depuis septembre 2015 le Labour britannique. Mais leurs programmes n'ont pas grand chose à voir. Corbyn est un réformiste *old style*, qui veut prendre un peu aux patrons pour donner aux ouvriers (tout en laissant les patrons en place –

plus ouvert largement ses portes pour l'élection de son dirigeant, ce qui l'a fait bénéficier d'une forte vague d'adhésions. C'est pour ces raisons que Corbyn a pu l'emporter à deux reprises sur l'appareil qui est, outre-Manche, l'homologue du hollandovallisme.

CONFRONTATION ET NÉGOCIATION

Il reste que le nouveau candidat du PS se situe étonnamment haut dans les premiers sondages ayant suivi sa désignation : ainsi, 17% selon Elabe/Les Echos (le 1^{er} février), à seulement six points du deuxième qualifié, Macron qui profiterait de l'effondrement de Fillon. Mélenchon de son côté chute brutalement, à 9 ou 10%, et risquerait de baisser davantage si une dynamique de « vote utile » se développait autour de Hamon.

Il court, il court, le Macron...

PAR HENRI WILNO

Il est évidemment impossible de préjuger du score de Macron à l'élection présidentielle. Mais même si la bulle médiatique finissait par faire «pschitt», sa candidature et sa campagne expriment des tendances à l'œuvre dans le monde politique comme dans la société.

«**L**es spartakistes, on les aura!», proclamait fièrement Emmanuel Macron quand il était conseiller de Hollande à l'Élysée, face aux velléités des «frondeurs» du PS de s'opposer aux mesures du «pacte de compétitivité».

En novembre 2016, il n'a pourtant pas craint pas de baptiser «Révolution» son livre publié en défense et illustration de sa personne et de sa candidature présidentielle. L'homme de main du président Hollande, devenu ministre de l'Économie et défenseur des mesures économiques les plus libérales, avait pressenti que le hollandovallsisme allait s'effondrer. Il avait alors choisi de ne pas retourner dans la banque mais de creuser son propre sillon. Il a donc créé en avril 2016 son mouvement «En marche!», puis démissionné du gouvernement et décidé de se présenter à la présidentielle sans passer par les primaires du PS.

L'individu (à l'instar d'ailleurs d'un Mélenchon: c'est leur seul point commun) endosse la posture de l'homme providentiel. Macron est sans nul doute un aventurier, qui a compris que la crise du PS et l'incapacité du «centre» à se constituer en force politique indépendante des Républicains ouvraient la possibilité d'une opération mini-bonapartiste. D'autant qu'il a eu les moyens financiers d'amorcer la pompe grâce à une fortune personnelle faite dans la banque Rothschild et au soutien de l'homme d'affaire Abel Hermant, récemment décédé.

UNE PLUIE D'EUROS

Ensuite, les euros ont commencé à ruisseler si l'on en juge par des initiatives multiples et coûteuses, telles que le meeting parisien du 10 décembre dernier (coût: 400 000 euros). Comment Macron finance-t-il toutes ces dépenses? Certes, son mouvement se

targue de 130 000 membres... mais l'adhésion y est gratuite! En fait, depuis qu'il a envisagé de se lancer dans la politique pour son propre compte, Macron a utilisé toutes les ficelles possibles pour récolter des fonds. Paris Match a assuré qu'en mai 2016, alors qu'il était encore ministre de l'Économie, Macron «aurait levé près de 10 millions de livres sterling» (environ 12,75 millions d'euros) lors d'un déplacement à Londres. L'ancien ministre a ainsi organisé plusieurs dîners, à Londres ou à New York. Pour y participer, chaque convive a dû déboursier 7500 euros, ce qui fait relativement cher le plat. Mais ce prix est juste une manière déguisée de récolter le don maximum autorisé par la loi qu'un particulier peut faire à un parti politique, soit effectivement 7500 euros... Cinq millions d'euros auraient été collectés fin décembre, tandis que les sondages favorables permettaient désormais d'emprunter auprès des banques pour financer la présidentielle.

DES COMITÉS À UN SEUL ADHÉRENT

On peut adhérer à «En marche!» par internet et quand on clique sur «J'adhère», le premier item est «adhérer, c'est gratuit». Le mouvement se targue, outre de 130 000 adhérents, de 3293 comités en France et à l'étranger. Une enquête serait nécessaire pour en déterminer la réalité. Le site de «En marche!» permet de se livrer à une première exploration. Sauf erreur, il y a ainsi sept comités sur le 13^e arrondissement de Paris: trois regrouperaient ensemble 88 adhérents et pour les quatre autres, deux ont trois adhérents chacun, deux autres, deux adhérents et un dernier, un seul adhérent. A Saint-Denis, dans le 93, il y aurait quatre comités: un de douze adhérents et trois avec un adhérent chacun...

A priori, donc, beaucoup de comités fantôme, peut-être créés par des personnes qui se sentent des vocations de petits Macron

pour les prochaines élections locales. Les adhérents peuvent en effet soit rejoindre un comité existant, soit en créer un nouveau.

L'entourage de Macron agglomère plusieurs strates. D'abord, une garde rapprochée composée d'une faune relativement jeune (la trentaine) d'anciens membres de son cabinet à Bercy, de communicants et de consultants. S'y sont adjoints une série de «grosses pointures»: un ex-banquier à la collecte des fonds, un spécialiste chevronné des sondages et l'économiste Jean Pisani-Ferry, compagnon de route de la droite du PS et qui a porté de multiples casquettes officielles, européennes et françaises. Il y a ensuite, relations personnelles de Macron ou soutiens plus ou moins discrets, les hommes d'affaires, tant du côté des start-up que du CAC 40.

UN DÉBUT D'ÉMIETTEMENT DU PS

Dernière composante, les politiques. Il y a ceux de droite, dont quelques anciens ministres comme Renaud Dutreil, Serge Lepeltier ou Jean Arthuis, ainsi que des ralliés de moindre importance en provenance de chez Juppé ou du Modem. Du côté de la gauche, il y a depuis la première heure une poignée de députés PS et le sénateur-maire socialiste de Lyon, Gérard Collomb. D'autres élus PS commencent à se montrer aux meetings de Macron. Des ralliements importants sont attendus (François Rebsamen, voire Ségolène Royal), mais aussi, après la primaire, un afflux d'élus qui peuvent penser que leur chance de sauver leur siège est plus importante avec Macron qu'avec Hamon. Un processus de scission, ou plutôt d'émiettement du PS, est donc en cours.

Mais l'écho de Macron ne s'explique pas seulement par le soutien d'une partie de l'oligarchie et l'opportunisme d'élus PS déboussolés. Il est aussi représentatif de ten-

dances réelles de la société. Trente-trois ans de politiques économiques libérales (depuis le tournant définitif de François Mitterrand en 1983) ont détruit dans une large partie de la population l'espoir que ces politiques soient un point de passage obligé pour réduire le chômage et donner un avenir plus assuré à la jeunesse. De moins en moins de gens sont prêts à gober le théorème de Schmidt (un ancien chancelier social-démocrate allemand) : «*les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain*».

Or c'était le fond commun des deux grands courants qui alternaient au gouvernement. Ce désarroi idéologique force les prétendants au pouvoir à faire du neuf (ou à faire semblant). Fillon et Valls s'accrochent encore au libéralisme mais en mettant au premier plan un «supplément d'âme» : la référence catholique pour Fillon et un autoritarisme-social pour Valls.

Marine Le Pen se démarque de la «pensée unique» en présentant la Nation comme le remède et le rejet des étrangers comme la condition et le moyen d'une politique sociale.

L'autre aspect de la situation est que les mouvements sociaux, de 1995 à 2016, n'ont pas réussi à mettre fondamentalement en échec les politiques de réaction sociale. Le «mélanchonisme» essaie de susciter une autre espérance collective fondée sur le changement des institutions par le vote, dans le cadre d'un mélange de social et de référence à une prétendue mission historique progressiste de la France.

LA PROMOTION DE LA RÉUSSITE INDIVIDUELLE

Macron, pour sa part, promeut l'espoir de la réussite individuelle. Il affirme que ceux qui le méritent s'en tireront et qu'il va créer les conditions pour qu'il en soit ainsi : «*ce que je défends (...) doit permettre à chacun de trouver dans son pays une vie conforme à ses espérances les plus profondes*». (*Révolution*, page 35). «*Les pressions corporatistes doivent laisser la place aux sécurités individuelles*» (p. 72). «*Notre volonté de donner l'autonomie à tous, de permettre à chacune et chacun d'avoir une place*» (p. 74).

La lecture de *Révolution* est éclairante. Une mise en scène édifiante de sa personne et une dénonciation du «conformisme de caste» permettent à un inspecteur général des finances et ex-banquier de se dépeindre en esprit libre et indépendant, en «démocrate français» (p. 36), contrairement à tous les autres. Il fait des références multiples à la France, mais se démarque habilement de la tentative de Hollande sur la déchéance

de la nationalité. L'ouvrage montre d'abord le souci de Macron de se placer au centre de ce qu'il pense être les aspirations de la société. Les raisonnements sont souvent construits sur le modèle «ni, ni» ou «oui, mais», ce qui permet de se garder de tous les côtés.

Son discours sur la République est habile : il rappelle les guerres coloniales, la condamnation de Dreyfus, l'absence de droit de vote des femmes, ce qui lui permet d'affirmer : «*Tout ce qui est bon n'est pas républicain. Et tout ce qui est républicain n'est pas bon*» (p. 49). Il décrit les ravages de la mondialisation («*des dizaines de milliers d'emplois ont été détruits dans le textile (...) il suffit de parler à un éleveur de la Lozère, ou d'ailleurs, pour toucher du doigt l'aberration d'une organisation mondiale*.» (p. 54)). Cependant, «*une sortie ferait encore plus de victimes*» (p.50). Même balancement sur la finance, avec une conclusion en trompe-l'œil : «*lutter contre la finance sans finalité et encourager la finance qui permet d'investir*» (p. 56).

UNE STRATÉGIE ATTRAPE-TOUT

A certains moments, Macron se fait habile : après une phrase générale («*Je veux d'abord garantir que chacun puisse trouver une place*

commun insuffisants et où perdurent les difficultés d'accès à l'emploi. Il se démarque aussi de la seule gestion policière des quartiers et dénonce (p. 184) les débats sur les menus des cantines, les tenues vestimentaires, etc. Paroles creuses, dirait-on, mais qui sont énoncées dans le cadre d'une stratégie «attrape-tout» qui ne néglige pas les électeurs des banlieues.

Par contre, Macron reste vague sur presque tout ce qui concerne la politique économique et sociale. D'emblée (p. 9), il annonce qu'il n'écrit pas un programme. Il se contente d'exposer trois priorités générales : l'éducation, le développement durable et le déploiement de la fibre. Il affirme que la réduction du déficit budgétaire est nécessaire et passe par une réduction des dépenses, mais contrairement à Fillon il se garde de préciser. Et dans ses meetings, il ne craint pas d'annoncer des mesures qui se traduiraient par des dépenses supplémentaires, comme le remboursement à 100% des frais d'optique et des soins dentaires. Outre l'«assouplissement» des 35 heures, il s'avance sur deux points. La protection sociale doit être reconstruite «*autour, et pour l'individu*



Emmanuel Macron au Puy-du-Fou, le 19 août 2016, au côté de la figure d'extrême droite Philippe de Villiers. C'est à cette occasion que celui qui était encore ministre de l'Économie déclara, onze jours avant sa démission du gouvernement : «*L'honnêteté m'oblige à vous dire que je ne suis pas socialiste*». DR.

sur le marché du travail, quel que soit son parcours scolaire», p.121), il enchaîne : «*Lorsqu'on habite Stains en région parisienne ou Villeurbanne en région lilloise – visiblement, il a écrit trop vite –, il est plus simple de créer son entreprise et de chercher des clients que d'avoir un entretien d'embauche.*» A partir de la difficulté réelle d'accès à l'emploi des jeunes des banlieues, Macron vend en fait la déréglementation et le modèle Uber.

Plus loin (p. 175), on doit reconnaître qu'il touche assez juste quand il souligne les faux-semblants de la rénovation des logements dans des quartiers populaires qui continuent de souffrir de transports en

du» (p. 149), avec une étatisation de l'assurance-chômage. Enfin, il faut remettre en cause le statut des fonctionnaires (p. 258).

Macron est habile, il a de l'argent et des appuis. Mais surtout, le «macronisme» a des racines : dans la crise des espoirs collectifs et du mouvement social, s'en tirer individuellement est pour beaucoup le seul horizon crédible. Quel que soit son destin électoral, le «macronisme», avec ou sans Macron, pourrait donc ne pas être dénué d'avenir. En démasquer les impasses et les illusions est une tâche nécessaire. □

Campagne Mélenchon : un projet de réorientation populiste de la gauche française ?

PAR LAURENT RIPART

Abandon des notions de classe et de toute référence au socialisme, éloge du «peuple» opposé à l'«oligarchie», nationalisme cocardier exacerbé... En dépit d'aspects apparemment radicaux, la campagne de la «France insoumise» marque une rupture avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier et de la gauche.

L'orientation de la campagne 2017 de Jean-Luc Mélenchon est bien différente de celle qu'il avait menée en 2012. Du point de vue de la forme, elle ne s'est pas construite selon un processus de rassemblement politique, comme cela avait été le cas en 2012 dans le cadre du Front de gauche, mais par une démarche très personnalisée d'appel au peuple qui, tout en revendiquant «la fin de la monarchie présidentielle», s'est pleinement inscrite dans la logique gaulienne de la V^e République.

Cette forme renouvelée s'accompagne de profondes transformations de fond, dans la mesure où Mélenchon s'attache à répondre à la désorientation du «peuple de gauche» en lui proposant d'emprunter la voie du populisme. De ce point de vue, sa campagne 2017 ne constitue pas un simple aggiornamento des orientations du mouvement ouvrier, mais semble bel et bien relever d'un projet de rupture majeure avec l'histoire de la gauche française.

L'ADIEU À LA GAUCHE ?

Le caractère le plus visible de la réorientation impulsée par Mélenchon ressort des efforts qu'il a déployés pour prendre ses distances avec les traditions du mouvement ouvrier. Le choix des couleurs de la campagne en a donné le ton, puisque Mélenchon a opté pour le bleu et l'orange, établissant ainsi une forte rupture symbolique avec le rouge traditionnel des organisations ouvrières. Tout aussi révélatrice est l'adoption comme logo de sa campagne du phi, autrement dit d'une lettre de l'alphabet grec qui constitue un marqueur social d'autant plus éloigné de

la faucille et du marteau que Mélenchon propose d'y voir «un symbole d'harmonie»¹.

La scénographie recherchée des meetings de la campagne 2017 est tout aussi emblématique. Mélenchon en a fait disparaître les drapeaux rouges des syndicats et des partis du Front de gauche, qui avaient été déployés en grand nombre dans les meetings de 2012. Il a aussi relégué au magasin des antiquités la traditionnelle tribune et son pupitre pour les remplacer par un décor de salon de café, dans lequel il déambule en ayant abandonné sa cravate rouge pour un col mao et son ton tribunicien pour celui de la conversation de comptoir. Plus symbolique encore a été la disparition de l'Internationale, puisque les meetings de Mélenchon ne se terminent désormais plus que par le seul chant de la Marseillaise. Cette mise au placard des vieux symboles de la gauche française se traduit sur le fond par une rupture avec les concepts du mouvement ouvrier. Le programme 2017 ne comporte ainsi aucune occurrence de termes d'origine marxiste comme «exploitation», «aliénation», «profit», «capital», «capitalisme» ou «socialisme». La chasse au vieux vocabulaire du mouvement ouvrier a même été fatale à «l'écocapitalisme», puisque Mélenchon a totalement abandonné ce terme, qu'il s'était pourtant approprié avec tambours et trompettes entre 2012 et 2014, afin de ne plus avoir à prononcer ce mot de «socialisme» dont il ne veut plus entendre parler.

Ces transformations trouvent bien sûr leur expression la plus forte dans le refus de Mélenchon de se revendiquer de la

gauche, ce qui constitue une rupture particulièrement importante pour un dirigeant politique qui avait fait le choix en 2008 d'intituler son organisation «Parti



«Décor de salon de café, col mao et conversation de comptoir» : ici à Bordeaux, le 29 novembre 2016. DR.

de gauche». A la différence de 2012, Mélenchon a annoncé, dès son entrée en campagne, qu'il s'attacherait à «proposer une autre ligne de clivage que la gauche ou la droite»². La lecture des 127 pages de son programme 2017 le confirme, puisqu'il ne comporte aucune occurrence du terme de «gauche», que le candidat de la «France insoumise» a visiblement décidé de reléguer au rayon des objets périmés.

L'AVENIR EN COMMUN, VRAIMENT ?

Publié au mois de décembre, le pro-

gramme de la campagne 2017 a été intitulé «L'avenir en commun», utilisant un terme à double détente puisque le commun peut tout aussi bien renvoyer à la communauté nationale qu'à la communauté des biens. La lecture du programme ne laisse guère de doute sur l'interprétation à adopter, dans la mesure où il ferme clairement la porte à toute socialisation des moyens de production et s'attache à rassembler les classes sociales plutôt qu'à les opposer. De fait, le programme de Mélenchon ne comporte non seulement aucune allusion à la lutte des classes, mais le concept même de lutte en a été totalement évacué. Alors que le programme «L'Humain d'abord» de la campagne de 2012 utilisait les termes de «lutte» ou «lutter» à trente reprises, «L'avenir en commun» ne l'utilise qu'en une seule occasion... lorsqu'il explique qu'il faut «lutter contre les causes des migrations»!

Tout au long de son programme, Mélenchon s'adresse en fait à une très large pa-



lette de catégories sociales, puisqu'il se donne successivement pour but de défendre les salariés, les ouvriers, les employés, les paysans, les retraités, les personnels de santé et les enseignants, mais aussi les familles, les classes moyennes, les artisans, les indépendants, les commerçants et mêmes «les chefs de petites entreprises». «L'avenir en commun» s'attache à ne pas opposer patrons et salariés, expliquant par exemple que le recrutement de nouveaux inspecteurs du travail répondrait aux besoins à la fois

des salariés et de leurs patrons, dans la mesure où elle serait aussi utile à «la protection de l'emploi et des salariés» qu'à «l'assistance juridique aux PME».

En se réclamant des travaux d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, qui proposent de remplacer les vieilles oppositions de classe par une nouvelle fracture entre «le peuple» et «l'oligarchie»³, Mélenchon se propose d'introduire les grilles de lecture du néopopulisme. Tournant le dos aux logiques de classe, il veut rassembler le «peuple», une catégorie particulièrement large dans laquelle il inclut les classes populaires, les classes moyennes, mais aussi les professions libérales et le petit patronat, en lui opposant deux ennemis. Le premier est qualifié de «caste», un terme qui dans le discours de la «France insoumise» renvoie en général au monde médiatique et politique, dont Mélenchon est pourtant l'un des principaux acteurs depuis maintenant 30 ans. Le second, aux contours encore plus flous, est désigné par le terme d'«oligarchie financière», ce qui permet à Mélenchon de reprendre la vieille fable réformiste qui oppose un bon capitalisme productif à un mauvais capitalisme financier, comme si la finance ne constituait pas l'un des visages que prend le capital productif dans le procès de fabrication de la plus-value.

Ces attaques très vives contre la «caste» et une «oligarchie financière», dont on peine à voir précisément le visage, permettent à Mélenchon de ne pas s'attaquer aux patrons. Il s'est d'ailleurs adressé à eux à plusieurs reprises, par exemple le 9 septembre dernier, pour les «Assises du Produire français», pour leur proposer de se «rendre utile au pays et aux objectifs communs que nous tracerons à la patrie»⁴. Cette orientation se retrouve dans son programme et ses déclarations, puisque Mélenchon ne cesse de préciser qu'il ne menace en rien les intérêts des entreprises françaises et se propose au contraire de «mobiliser l'argent pour financer les petites et moyennes entreprises et la création d'emploi». Mélenchon semble avoir même fait des dirigeants des PME l'une de ses cibles électorales, puisqu'il prend leur défense en se proposant de leur donner plus de poids dans les élections du Medef ou encore de leur ouvrir le bénéfice du régime général de la Sécurité sociale.

LE REPLI NATIONAL, COMME DÉBOUCHÉ DU MOUVEMENT SOCIAL ?

Comme tout projet transclassiste, ce pro-

gramme de large rassemblement social s'accompagne d'une orientation fortement nationale, qui permet à Mélenchon d'opposer les bonnes PME bleu-blanc-rouge aux mauvaises multinationales étrangères. Cette orientation prend souvent la forme d'un chauvinisme délirant, lorsque Mélenchon explique par exemple que son «amour de la France est physique et pour ainsi dire charnel» ou encore lorsqu'il exalte la Marseillaise et «le sentiment amoureux que l'hymne national délivre et répand entre la chair et l'os»⁵. Elle peut aussi prendre un caractère scandaleusement xénophobe quand Mélenchon conclue son *Hareng de Bismarck* en souhaitant que «périssent l'Allemagne, son "modèle" et ses grosses bagnoles plutôt qu'un seul instant à table avec une poularde à la peau craquante, un roquefort correctement moisi et un bon verre de rouge à la robe légère»⁶. Elle s'exprime surtout dans la conviction qu'au-delà de la «caste» et de «l'oligarchie», l'ennemi principal est à l'extérieur et que «la souveraineté est le fondamental de la société humaine»⁷.

Si ces dérives sont anciennes, la campagne 2017 leur a toutefois donné le contenu politique qui leur manquait, puisque tout le programme de Mélenchon s'organise désormais autour d'un projet de repli national. Le fait est particulièrement évident en matière économique, puisque la principale proposition de Mélenchon est d'instaurer un protectionnisme qui, tout en se réclamant des principes solidaires de la charte de La Havane, ne prend que la forme concrète d'une politique de mise en place de barrières douanières et de contrôles aux frontières.

Cette orientation se retrouve dans le programme écologique de Mélenchon, qui se propose de lutter contre la pollution en instaurant des taxes aux frontières, mais aussi dans son projet de lutte contre la fraude fiscale qui ne se décline guère que par des mesures de contrôle des flux de capitaux, ou encore dans sa politique industrielle qui l'amène à proposer d'«instaurer un protectionnisme pour favoriser le développement d'Arianespace». Elle prend enfin un visage inquiétant en matière d'immigration, puisque si Mélenchon propose de régulariser les sans-papiers, du moins lorsqu'ils ont un emploi, son projet s'attache surtout à ar-



réter les flux migratoires, voire même à les inverser quand il propose «un programme pour l'aide au retour des réfugiés qui le souhaite».

Cette logique de repli national amène Mélenchon à des positions pour le moins problématiques en matière de politique extérieure. Si l'on ne peut que souscrire à sa critique de l'alignement de la France sur les États-Unis, il est inquiétant de le voir proposer de «restaurer l'indépendance de la France», faisant ainsi sienne une formule popularisée par l'extrême-droite. Particulièrement problématique est sa volonté, maintes fois répétée, de réorienter la diplomatie française de façon à ce qu'elle analyse le monde «à travers notre point de vue, celui des Français et des intérêts de la France»⁸. Ce principe l'a amené à de nombreux dérapages, comme on l'a vu récemment lorsqu'il s'est réjoui de devoir traiter avec Trump, en expliquant que puisqu'il «prétend se situer sur la base des intérêts des Nord-Américains, donc il comprendrait parfaitement que je me situe strictement sur le point de vue des Français»⁹.

C'est aussi en fonction «des intérêts de la France» que Mélenchon pense sa politique européenne, ce qui est d'autant plus regrettable que le candidat de la France insoumise part pourtant en la matière d'une juste critique de l'Union européenne, lorsqu'il explique dans «L'avenir en commun» qu'il faut «sortir des traités européens qui nous font obligation de mener des politiques d'austérité». Toutefois, au lieu de combattre l'Union Européenne pour ce qu'elle est, c'est-à-dire une Europe du capital dont les traités s'attaquent frontalement aux intérêts populaires, Mélenchon s'attache à transposer cette question éminemment sociale sur un plan national, en opposant «la souveraineté du peuple français» à «l'Europe allemande». De la juste critique de l'Europe du capital, Mélenchon glisse alors très vite vers des positions ouvertement souverainistes, qui l'amènent à se poser en défenseur de «l'indépendantisme français» ou à affirmer que «nous sommes entrés dans l'ère de l'Europe allemande et ce n'est pas compatible avec la liberté des Européens ni avec l'indépendance de la France»¹⁰.

Tout aussi problématiques sont les formules chauvines de Mélenchon, qui reprend les vieux discours du colonialisme français en s'ébahissant par exemple qu'avec «11 millions de km² de surface mari-

time, la France est le deuxième géant maritime mondial, presque à égalité avec les États-Unis»¹¹. Mélenchon n'hésite pas non plus à renouer avec les fantasmes de l'impérialisme français pour affirmer que la France est une «nation universaliste» qui a vocation à «s'étendre sans fin (...) du point de vue des principes qui l'organisent et la régissent»¹². On ne peut d'ailleurs qu'être frappé par la fascination que Mélenchon semble éprouver, sous couvert d'anti-impérialisme, pour les régimes nationalistes. Elle l'amène à proposer que la France établisse une nouvelle alliance, qu'il qualifie sans rire d'«altermondialiste», avec les pays des «BRICS»... autrement dit avec la Russie de Poutine, la Chine de Xi Jinping, l'Inde de Narendra Modi, le Brésil de Temer et l'Afrique du Sud de Zuma.

FEU DE PAILLE ÉLECTORALISTE OU RÉORIENTATION POPULISTE DE LA GAUCHE FRANÇAISE ?

Mélenchon n'étant pas le premier candidat réformiste à surfer sur la vague pour élargir son électorat, il est légitime de se demander si son soudain attrait pour le populisme sera durable. Il est notable que Mélenchon ait déjà dû procéder à de nombreuses contorsions, comme cela a été le cas après ses déclarations sur les travailleurs détachés, qu'il a accusés de «voler le pain» des travailleurs locaux, ou ses propos sur Poutine qu'il s'est réjoui de voir «régler le problème» de la Syrie. Si de telles déclarations ont trouvé un écho dans un certain électorat, Mélenchon a aussi pu constater qu'elles avaient profondément choqué nombre de ses électeurs de 2012, ce qui l'a amené à engager de délicates opérations de rétropédalage pour rassurer les uns, en accusant «la caste» médiatique d'avoir déformé sa pensée, sans pour autant décevoir les autres, en se refusant à corriger et encore moins à retirer ses propos.

Sous couvert de la rigidité politique qu'il affiche, Mélenchon est en effet capable d'une réelle souplesse, comme en témoigne la dernière version de son logo à la lettre phi, dans lequel la couleur orange a été suffisamment chargée pour qu'elle soit désormais assimilable à un rouge. Particulièrement caractéristique a été sa réaction au sondage publié le 5 janvier par l'institut Elabe, qui ne le crédite que 8 à 13% des voix ouvrières et montrait que les ouvriers constituaient la catégorie socio-professionnelle la plus rétive à sa candida-

ture. Sitôt ces résultats publiés, Mélenchon a improvisé trois jours à peine plus tard un déplacement à Tourcoing, où il a pour la première fois parlé de «classe ouvrière», avant d'annoncer son prochain déplacement à Florange le 19 janvier. Si ces virages tactiques montrent que Mélenchon peut modifier très vite son discours, il peut néanmoins sembler peu probable qu'il transforme substantiellement la réorientation stratégique qu'il s'est proposé de mettre en œuvre dans sa campagne 2017 et qu'il a longuement mûrie depuis au moins 2014.

Ce constat est d'autant plus inquiétant que si Mélenchon n'a pas la moindre chance d'être élu président, il peut en revanche réaliser le gros score qui lui permettrait de se trouver en position de réorganiser autour de lui la gauche française, ce qui est à l'évidence son projet stratégique. Au vu de sa campagne, une telle perspective ne pourrait se faire qu'avec une réorientation populiste et chauvine de la gauche française, ce qui se traduirait par une renonciation à ses fondamentaux, tant en matière de lutte de classes que d'antiracisme. Ce contexte donne à la candidature Poutou une responsabilité toute particulière, puisqu'après que le PCF et Ensemble! se sont malheureusement ralliés au candidat de la «France insoumise», il lui revient de proposer au monde du travail une tout autre perspective, en portant dans l'élection présidentielle l'étendard d'une gauche des luttes, fidèle à ses valeurs internationalistes et anticapitalistes. □

1 https://www.youtube.com/watch?v=ZyeTNPfX_20,17'50 (19/01/2017).

2 <https://twitter.com/JLMelenchon/status/751474370451832832> (08/07/2016).

3 <https://npa2009.org/idees/international/dernesto-laclau-iglesias-theorie-et-pratique-du-neopopulisme>.

4 <http://melenchon.fr/2016/09/11/discours-aux-assises-produire-france/> (09/11/2016).

5 <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2015/05/26/amour-de-la-france-physique-pour-ainsi-dire-charnel/> (26/05/2015).

6 Jean-Luc Mélenchon, «Le Hareng de Bismarck. Le poison allemand», Paris, 2015.

7 <http://melenchon.fr/2016/11/20/caste-primaires-souverainete-peuple/>; 15'10" (20/11/2016) : bien qu'elle soit passée inaperçue, cette interview de Natacha Polony est d'une grande richesse, puisque Mélenchon y présente les fondements théoriques de la réflexion qu'il a développée dans «L'ère du peuple».

8 <https://www.youtube.com/watch?v=cWbD66BNWc4,17'30> (15/12/2016).

9 <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-7h50/l-invite-de-7h50-04-janvier-2017?xtmc=Melenchon&xtnp=1&xtcr=3> (04/01/2017).

10 <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2015/08/22/je-suis-le-seul-capable-de-tenir-tete-a-merkel/> (22/08/2016).

11 www.lefigaro.fr/vox/economie/2015/06/23/31007-20150623ARTFIG00195-jean-luc-melenchon-la-mer-est-l-avenir-de-la-france.php (23/06/2015).

12 Jean-Luc Mélenchon, «L'Ère du peuple», Paris, 2014.

Les candidats du système contre la jeunesse

PAR SARAH MACNA

A chaque élection, la jeunesse est une cible de choix. Afin de gagner des voix ou de se donner un côté «in», les candidats des classes dominantes ont tous leur stratégie pour «parler aux jeunes»... Le quinquennat qui s'achève, marqué comme le précédent par une offensive contre la jeunesse étudiante et travailleuse, a cependant vu naître un phénomène de rupture de toute une partie de celle-ci avec le PS et le «monde de la loi Travail» qu'il a tant défendue.

Les promesses, évidemment, n'engagent que ceux qui veulent bien y croire. Mais en la matière, le Parti socialiste au pouvoir aura brisé les espoirs d'une gestion «progressiste» du capitalisme en crise. Il avait pourtant réussi, ces dernières années, à se doter d'un important électorat de jeunesse étudiante, en lien avec sa base sociale enseignante, grâce à son discours sur les questions éducatives. Telle était d'ailleurs la première fonction de la promesse de créer 60 000 postes dans l'Éducation nationale, dans le cadre la «priorité à la jeunesse» proclamée par le candidat Hollande lors de sa campagne de 2012.

Dans les faits, non seulement les 60 000 postes sont devenus 31 000, mais ils ont aussi changé de nature puisque 24 300 de ces créations ont concerné des postes d'enseignants stagiaires en formation. En ce sens, l'Éducation nationale à la mode du PS aura été celle de la précarisation, sans parler de la réforme Peillon et de la détresse vécue dans les zones d'éducation prioritaire, comme en témoigne la mobilisation en cours.

Dans les universités, le quinquennat socialiste n'a fait que poursuivre la contre-réforme entamée sous Sarkozy. Après avoir entériné les lois d'autonomie des universités (LRU 1 et 2), le gouvernement Hollande a surenchéri avec la loi Fioraso, qui encourage les fusions d'établissements et aggrave la précarisation des emplois, autrement dit la mise en concurrence accélérée entre universités et entre personnels, sous les auspices de l'austérité budgétaire.

Quant à la dernière grande promesse des socialistes, celle d'une allocation étudiante pour tous et toutes, elle n'a pas connu le moindre début d'application, y



compris sous le ministère du frondeur Benoît Hamon – ce qui n'empêche pas cette «gauche du PS» de la faire aujourd'hui réapparaître comme par magie.

GÉNÉRATION KHATCHIK, LEONARDA, ZAD, LOI TRAVAIL, ADAMA...

Mais si la «priorité» annoncée ne s'est pas mise en place dans les ministères, elle s'est affichée dans la rue. C'est en effet la jeunesse qui, la première, aura répondu aux trahisons et mensonges du gouvernement socialiste. Fin 2013, en solidarité avec Khatchik et Leonarda, contre les expulsions de sans-papiers. En 2014, sur les ZAD de Notre-Dame-de-Landes et du Testet, contre l'impunité des policiers assassins de Remi Fraisse. En 2015, en solidarité avec les migrants et contre l'état d'urgence. En 2016, contre la loi Travail et en solidarité avec la famille d'Adama Traoré. La rose du PS en a perdu ses pétales. Ce parti qui pendant tant d'années

avait réussi à encadrer la jeunesse, par SOS Racisme dans les quartiers populaires, par l'Unef dans les universités, s'est fait déborder sur la gauche par les jeunes en lutte contre l'exploitation capitaliste et le racisme d'Etat.

«OnVautMieuxQueça» aura été pendant des mois le mot d'ordre d'une génération qui sait, qu'elle soit sur les bancs de l'enseignement ou déjà sur le marché du travail, que ses conditions de vie seront moins bonnes que celles de ses parents. Avec un chômage à 25% et la multiplication des contrats précaires, difficile de penser autrement. Dans un récent sondage IFOP, à la question «Globalement, quel est votre état d'esprit face à la société française actuelle?», les 18-25 ans étaient 48% à répondre «révolté», contre 27%

«résigné». La réalité de la précarité contribue fortement à ces chiffres. Aujourd'hui, 80% des jeunes accèdent à l'emploi par un contrat précaire et après quatre ans de salariat, ils sont encore 30% (plus de 45% pour les non-diplômés ou titulaires d'un brevet) à être maintenus dans cette situation.

C'est contre cette jeunesse qui refuse de marcher au pas de l'austérité et de la logique néolibérale que les principaux candidats de 2017 ont pensé leur programme.

ALTERNANCE ET UBÉRISATION

Le candidat des Républicains compte bien continuer à appliquer les recettes qui marchent... pour le patronat. Pour mettre fin au chômage de masse qui touche de plein fouet la jeunesse (25% chez les 18-24 ans), François Fillon met en avant sa mesure phare : l'alternance pour tous. Selon lui, il faut en finir avec le culte du diplôme et former les jeunes aux réalités de l'entreprise pour donner aux patrons envie «d'investir» en eux. La formation en alternance permettrait de mieux insérer sur le marché du travail une jeunesse devenue encore moins chère. Le candidat veut pour cela supprimer les charges patronales sur l'emploi des jeunes en alternance et promet d'autres avantages aux entreprises dont les effectifs comprendraient au moins 4% de jeunes sous ce statut.

De son côté, Emmanuel Macron, qui revendique la loi Travail comme évidemment celle qui porte son nom, promet de poursuivre la casse du Code du travail, au profit de l'«ubérisation» dont il est le plus farouche défenseur. Vous ne trouvez pas de patron pour vous exploiter? Exploitez-vous vous-même! Avant même d'officialiser sa candidature, Macron exposait que «*quand on est jeune, 35 heures, ce n'est pas long.*» En fait, «*35 heures, ce n'est pas assez. On veut travailler plus, on veut apprendre son job. Et puis, il y a un principe de réalité. Un entrepreneur raisonne ainsi: ce jeune n'est pas qualifié, je veux bien l'embaucher mais il va apprendre son job en entrant dans mon entreprise, donc il faut qu'il effectue davantage d'heures.*» Le candidat assume une position pro-patronale et ultralibérale décomplexée, en contradiction ouverte avec les intérêts des jeunes, futurs ou déjà exploi-

tés, qu'il prétend défendre.

GÉNÉRATION BLEU-BLANC-ROUGE?

Mais pour faire passer ces contre-réformes, qui ne feront que renforcer la précarité dramatique dans laquelle vit toute une partie de la jeunesse, les candidats de droite comme de gauche n'hésitent pas à ressortir des placards les plus vieilles recettes de l'encadrement des jeunes. Après l'état d'urgence, la répression des manifestations et les violences policières dans les quartiers populaires, voilà le retour du service militaire!

Cette mesure fait accord entre la candidate du Front national et... le Parti socialiste, qui l'a intégrée fin novembre à son programme pour la présidentielle, le «rétablissement de la conscription» devant permettre, selon le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis, de créer «une véritable garde nationale». Les anciens candidats à la primaire socialiste, Valls et Montebourg, se retrouvaient sur cette même ligne. Pour le second notamment, il faudrait «rétablir un service national, civil et militaire, égalitaire et universel, pour tous les jeunes hommes et jeunes femmes, obligatoire pour une durée de six mois».

Certes, Benoit Hamon n'a pas intégré le service militaire dans son propre programme (pas plus que Fillon, qui signale cette évidence que l'armée française n'a plus les structures capables d'accueillir des appelés). Comme Macron, Hamon lui préfère un «service civique», facultatif et... non rémunéré, mais qui, selon le vainqueur de la primaire socialiste, pourrait déboucher sur une «validation des acquis», y compris par l'octroi d'un semestre universitaire – les bras en tombent. Mais rassurons-nous, si l'on peut dire, cela ne fait pas pour autant de Hamon un antimilitariste: pour lui, la priorité budgétaire en matière militaire est en effet... la construction d'un second porte-avions! Il manque un nom pour que l'énumération soit complète: celui de Jean-Luc Mélenchon. Lui aussi – comme Cambadélis et l'actuelle direction du PS – souhaite le retour de la conscription, appelée «service civique», pour participer à «la garde nationale» ou «garde républicaine»...

AVEC PHILIPPE POUTOU, APPROFONDIR LE PRINTEMPS

Lors d'une récente conférence de presse, une journaliste du Figaro de-

mandait à Philippe Poutou – malgré les neuf mois écoulés depuis les faits – s'il se désolidarisait des «violences» dont la jeunesse aurait fait preuve pendant les manifestations contre la loi Travail. Mais de quelles violences parle-t-on? Pas de celle qui plonge les jeunes dans la précarité et la misère, les empêchant parfois même d'avoir accès à un logement décent et les faisant renoncer à des soins de santé. Ni de celle qui réprime la contestation, militarise les quartiers populaires et cherche à museler la jeunesse...

Contre le chômage, la précarité et la misère vécus par la jeunesse, contre les diktats et le chantage patronaux, nous revendiquons la réquisition des logements vides, le partage du travail entre tous et toutes, l'interdiction des contrats précaires et un CDI pour tous. Contre le salariat étudiant imposé et l'échec scolaire, nous nous battons pour l'autonomie de la jeunesse, pour un pré-salaire d'autonomie financé par les cotisations patronales. Cette autonomie financière est aussi politique, car elle est la seule base sur laquelle les jeunes pourront décider de leurs choix de vie, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre...

En termes d'éducation, contre la privatisation des savoirs, nous revendiquons des universités accessibles à tous et toutes, jeunes ou travailleurs-se-s, gratuites, sans cette sélection qui nous pousse à la compétition avec nos voisin-e-s de classe. Pour cela, il faut en finir avec les coupes budgétaires, les fermetures de classes dans les lycées et de filières dans les facs, et refuser que des grandes entreprises du CAC 40 siègent dans les conseils d'administration. Nos lieux d'études doivent être des lieux de débats et non d'imposition du discours gouvernemental, patronal, nationaliste et militaire.

Loin d'être utopique, notre programme puisera sa force dans la combativité des jeunes étudiants et travailleurs qui s'en empareront. La candidature de Philippe Poutou, qui porte ces revendications et aspirations, nous servira pour approfondir le printemps et organiser la riposte, contre tous leurs projets de 2017, mais aussi pour fêter comme il se doit la révolution des jeunes travailleurs russes de 1917, qui étaient partis à l'assaut du ciel contre la société capitaliste et ses violences. □

ENTRETIEN AVEC PHILIPPE POUTOU

Construire les convergences, préparer la contre-offensive

PROPOS RECUEILLIS PAR HENRI WILNO

«Ce ne sont pas les élections qui changent la vie mais nos résistances, nos luttes sociales, collectives. Nous avons l'ambition de nous inviter au banquet des politiciens pour mener la bataille politique contre les idées réactionnaires, pour tenter de redonner confiance à notre camp.»

La campagne électorale 2017 s'est engagée dans un contexte particulier : l'abandon du président sortant, l'évidence de la déconfiture du PS, les attentats, la guerre, l'état d'urgence à rallonge.... Tu as commencé une tournée de meetings; comment ce climat s'exprime-t-il ?

C'est vrai, la situation n'est pas au top et elle est pesante. Logiquement, cela a des conséquences dans notre activité quotidienne et, bien sûr, dans nos réunions publiques où il n'est pas toujours facile de faire venir les gens. Mais nos équipes militantes et nos sympathisants ne sont pas forcément démoralisés. Partout des gens, notamment des jeunes, des militant-e-s du mouvement social viennent discuter avec nous. Il y a la révolte contre le capitalisme qui provoque pauvreté, précarité, destruction de la planète, dictature et guerres et il y a aussi l'espoir lié aux résistances et luttes diverses un peu partout, lié au mouvement contre la loi Travail de l'année dernière. Lucides sur un rapport de forces défavorable, cela n'empêche pas de ressortir de nos débats avec l'envie d'aider à la préparation de la riposte de notre camp social.

Il y a des raisons de douter de nos capacités à changer les choses. Mais nous avons en réalité autant de raisons d'avoir confiance dans notre camp social. La colère est là, même si elle a du mal à s'exprimer pour plein de raisons. Il y a une crise brutale qui nous appauvrit et nous fragilise psychologiquement, qui nous divise, nous affaiblit. Il y a la propagande ultralibérale, le mépris social à longueur d'antennes, en permanence, au boulot comme ailleurs. Il y a les pressions, les chantages, les intimidations du pouvoir et des possédants. Tout est fait pour nous assommer et nous paralyser.

Mais la brutalité du capitalisme, ses injustices et inégalités sociales provoquent toujours des révoltes. Il y a eu le printemps arabe, les mouvements sociaux aux Etats-Unis, en Turquie, en Grèce, dans l'Etat espagnol ... et en France aussi



Le 16 janvier 2017 à Evry (91).
Photothèque rouge/Milo.

l'année dernière. Comme il y a aujourd'hui de nombreuses luttes dans la santé, le commerce, à la Poste ou à Notre-Dame-des-Landes ... Il y a aussi la solidarité avec les migrants, comme dans la vallée de la Roya. C'est éparpillé mais c'est contagieux. Il y a du boulot pour aider à la convergence, pour construire le tous ensemble. Il y a donc du pain sur la planche, de quoi nous motiver et finalement garder le moral. C'est de tout cela dont il est question dans nos réunions.

Tu continues à travailler en usine – à Ford Blanquefort, dans l'agglomération bordelaise – et restes un militant syndical actif. Dans un texte publié en conclusion du congrès de Lutte ouvrière de fin 2016, il est écrit, à propos du mouvement contre la loi El Khomri, que « ce mouvement n'a changé l'état d'esprit des travailleurs ni dans un sens ni dans un autre (...) il n'y a ni plus ni moins de démoralisation

qu'avant, et [...] le mouvement est déjà loin dans les consciences ouvrières ». Que penses-tu de ce jugement? Le mouvement est-il une parenthèse déjà refermée ?

Ce n'est pas du tout ce que nous pensons. Le fait est que la mobilisation contre la loi Travail n'a pas changé le rapport de forces. Elle n'a pas empêché la loi de passer et de ce point de vue, nous avons subi une nouvelle défaite qui peut entraîner un renforcement de la démoralisation chez les salariés et plus particulièrement dans les milieux militants. Mais ces quatre mois de lutte ne peuvent se résumer à cet échec. Au contraire.

Le mouvement a fait la démonstration de la capacité du monde du travail et de la jeunesse à relever la tête, à s'opposer aux reculs sociaux. Il a mis en difficulté le gouvernement qui a été obligé d'imposer sa loi en utilisant le 49.3. Les possédants, le camp des privilégiés ont tremblé face à la détermination des manifestants. La preuve avec le mépris et même la haine de classe exprimée régulièrement dans les médias : les Gattaz, Valls, Macron, des chroniqueurs télé, quelques intellectuels bien-pensants se sont bien lâchés face aux grèves et aux opérations de blocage.

En clair, les possédants et leurs serviteurs n'ont pas supporté que le peuple travailleur se rebiffe. Eux qui affirmaient depuis des années que la classe ouvrière n'existait plus, que cela ne servait plus à rien de manifester et de faire grève. Et c'est vrai que beaucoup parmi nous étaient convaincus de notre impuissance face au rouleau-compresseur ultralibéral. Les années qui ont suivi la



défaite en 2010 du mouvement contre les retraites ont été longues, sans contestation à l'échelle nationale. Hollande menait sa politique de droite, intensifiant les attaques de Sarkozy sans que nous ayons pu réellement riposter alors qu'il y a eu tant de fois des raisons de le faire.

Et puis il y a eu les attentats et les prétendues réponses pour y remédier, en instaurant un état d'urgence qui était en fait un outil pour museler la population, pour empêcher toute contestation. Des mois difficiles. Alors, dans ce contexte, le lancement de la mobilisation contre la loi Travail, avec des jeunes, des salariés, des précaires, des intermittents, des zadistes... ça nous a fait du bien. Les nombreuses manifestations mélangées et unitaires, les grèves et blocages des cheminots, dockers, raffineurs, éboueurs ou encore les places occupées avec Nuit Debout, tout cela laisse et laissera des traces dans la période qui vient.

Rien n'est simple, c'est certain, mais les collectifs et réseaux militants qui se sont réactivés et multipliés pendant le mouvement n'ont pas disparu, ils sont plus ou moins en veille mais existent. Comme à Bordeaux où, depuis, chaque lutte de salariés est soutenue, mise sur les réseaux pour faire suivre l'information. Par exemple, le 23 janvier, à l'usine Ford où je travaille, nous étions en grève pour nos emplois qui sont menacés à nouveau à court terme. Le collectif de lutte 33 [département de la Gironde] issu du mouvement contre la loi Travail, des équipes syndicales de plusieurs boîtes (Carsat, CAF, CDC, Monnaie...), des étudiants et lycéens connus dans les manifestations, les salariés en grève du Samu 33 étaient présents lors du rassemblement. Cette solidarité et cette convergence se construisent, c'est l'effet de ce mouvement. Alors oui, quelque chose s'est passé de fort et cela constitue forcément un point d'appui pour les mois qui viennent.

Jean-Luc Mélenchon, de son côté, a déclaré à propos des ouvriers lors d'une réunion publique à Tourcoing: «je viens leur dire: sortez de votre trou, mêlez-vous de vos affaires, ne vous auto-éliminez pas de la décision, n'abandonnez pas vos bulletins de vote (...) Venez pas après pleurer si vous recommencez avec des Macron, des Fillon». Au-delà de l'appel à voter pour lui, que penses-tu de cette vision

de la classe ouvrière et de son action politique et sociale?

C'est surprenant, j'ai du mal à croire qu'il ait pu dire un truc aussi dur. Dans la phrase citée, on retrouve une posture paternaliste, donneuse de leçon qui est insupportable et que nous rejetons. C'est bien connu, les exploités ont besoin d'un guide, d'un leader. Et il y a toujours eu, même à gauche, des politiciens pour se présenter comme la personne qu'il nous fallait. Nous serions juste bons à voter, plus précisément à bien voter pour des leaders et des partis qui disent qu'eux sauront bien s'occuper de nos affaires.

Dans le cas présent, c'est plus pervers car il est fait appel à la dignité populaire, mais pour finir par appeler à voter pour celui qui s'occupera de nos affaires à notre place! L'émancipation, oui, mais pas trop. C'est un des aspects importants qui nous sépare de JLM et de la France insoumise.

A gauche, ça s'agite beaucoup. Il y a les primaires, Mélenchon se lance tout seul sans ses anciens alliés du Front de gauche, Lutte ouvrière développe l'actualité du communisme. Le NPA y va aussi. Pourquoi? En quoi est-ce utile?

Nous sommes confrontés en permanence à cette question de la «division». Autour de nous, bien ou mal intentionnés, la division de la «gauche radicale» est regrettée, incomprise voire très critiquée. Si nous en sommes là, c'est en partie le résultat de notre incapacité à faire les choses ensemble, par mauvaise habitude ou par sectarisme, une incapacité à discuter de nos points communs et de nos divergences. Cela en devient grave dans la situation sociale que nous subissons aujourd'hui, car il y a bien urgence à rassembler nos forces, éparpillées et souvent faibles, à tenter de construire ensemble ce qui manque pour changer le rapport de forces.

La «division» des organisations et forces militantes de cette gauche radicale traduit aussi des désaccords politiques importants, des différences d'orientations et de perspectives politiques. Et les divergences ne sont pas de même nature avec les uns et les autres. D'abord, qu'il y ait deux candidatures clairement situées en rupture avec le capitalisme, celle de LO et la nôtre, c'est vrai que, vu de l'extérieur, cela est incompréhensible. C'est quelque part une aberration que nous ne soyons pas capables ne serait-ce que d'entamer une

discussion sur nos objectifs et préoccupations. En tout cas, nous ne sommes pas satisfaits de cette absence de rapports entre nos deux organisations. Il y a bien sûr des désaccords politiques entre nous, LO ne manque pas de le souligner. Nous confirmons ces désaccords qui sont divers et parfois importants. Par exemple, nous militons dans des collectifs unitaires en soutien aux réfu-



En octobre 2014 au Mondial de l'Automobile, manifestation des salariés de Ford Blanquefort en défense de leurs emplois. Photothèque rouge/JMB.

giés, contre le racisme et l'islamophobie, avec BDS. Nous sommes très actifs dans les combats environnementaux, contre le nucléaire par exemple, dans les résistances comme à NDDL, avec les zadistes. Nous militons différemment dans les mouvements sociaux, y compris parfois dans les grèves comme les luttes en défense des emplois. Ceci dit, ces désaccords ne justifient pas l'état déplorable de nos relations. On aurait tout à gagner à confronter fraternellement nos points de vue, à travailler ensemble pour aider à redonner des forces à notre camp social.

Avec les militant-e-s et sympathisant-e-s qui se réfèrent à la France insoumise, les points communs sont nombreux, nous militons souvent ensemble dans les syndicats, dans des collectifs, nous manifestons ensemble, en clair nous nous retrouvons dans les combats au quotidien. Mais les désaccords politiques avec JLM ou avec les programmes des différentes formules ou partis comme le PG, le PCF, le FdG, la FI sont plus visibles. Nous ne nous situons pas du tout dans la démarche d'une 6e République, nous ne pensons pas qu'un changement de constitution ou qu'une «vraie» gauche au pouvoir

avec un genre de super-président changerait les choses. Pour nous, la gauche institutionnelle, la gauche gouvernementale s'écroule et il ne faut surtout pas la rafistoler, la sauver ou la reconstruire par un autre bout. Nous sommes pour une rupture avec le capitalisme, avec ses institutions, sa fausse démocratie.

Au-delà de nos programmes et de nos



revendications respectives, qui comportent de nombreuses nuances et différences, notre désaccord de fond c'est la confrontation avec le camp des possédants, la remise en cause de leur pouvoir économique et politique pour un pouvoir du camp des exploités, c'est-à-dire une démocratie directe, un contrôle direct de la population, des salariés sur l'économie, au niveau local comme national. A l'opposé aussi d'un patriotisme ou chauvinisme, dangereux parce qu'il suppose un intérêt commun qui n'existe pas avec des capitalistes français. C'est parce que nous voulons faire entendre cette voix, de la révolte contre le capitalisme et de l'internationalisme, que notre candidature aux présidentielles est importante.

Quels seront les principaux axes de la campagne du NPA? Et les premières propositions que tu développeras?

Evidemment, il ne s'agit pas de « mon » programme. C'est bien celui du NPA, dont je suis un des porte-parole. Ce n'est pas un programme électoral, du style « voici ce que nous ferons si nous sommes élus ». C'est évidemment plus compliqué. D'abord, nous dénon-

çons la fonction présidentielle. Du pouvoir concentré sur une seule personne, c'est antidémocratique. Ensuite, nous nous situons en rupture avec les institutions, avec le pouvoir tel qu'il est à savoir en réalité celui des possédants.

Malgré cela, nous tenons à participer à cette élection, à nous inviter là où ne sommes pas conviés. Nous voulons y rendre visible notre camp social, y faire entendre la contestation du capitalisme, y défendre des perspectives de luttes sociales pour changer les choses. C'est pour cela que nous présentons un ouvrier, un non professionnel de la politique. Cela fait partie de notre programme..

Nous ne sommes pas hors sujet. Nous posons bien la question du pouvoir, à la fois le rejet de celui actuel des capitalistes et à l'opposé celui des exploités. Cela passe par une démocratie directe, par donner les moyens à la population de décider au quotidien de ce qui la concerne.

Cela passe par transformer une économie au service des capitalistes en une économie sous contrôle des salariés, en socialisant les banques, en expropriant des secteurs économiques entiers (énergie, transports ...). Il faut enlever les moyens de nuire aux possédants. Pour combattre la pauvreté et la précarité, pour protéger l'environnement, empêcher la catastrophe écologique, il faut des mesures radicales, qui imposent un partage des richesses et donc qui s'en prennent à tous ceux qui accumulent les fortunes.

Nous défendons le partage du travail, la diminution du temps de travail, l'augmentation des revenus pour toutes et tous. Financer tout cela, c'est possible, il faut prendre l'argent où il est, notamment par une réforme radicale de la fiscalité. Je ne détaillerai pas les mesures que nous proposons, on les trouve dans nos publications ou en ligne sur notre site internet.

Nous défendons l'égalité des droits pour toutes et tous, nous combattons les préjugés réactionnaires, toutes les formes de racisme, le sexisme, l'homophobie... Nous défendons l'internationalisme, la solidarité entre les peuples, la liberté de circulation et d'installation. Ce ne sont pas des questions secondaires.

Nous disons aussi que ce ne sont pas les élections qui changent la vie mais nos résistances, nos luttes sociales, collectives. C'est ainsi que nous changerons

le rapport de force et que nous pourrions imposer des réponses à la misère.

Une des différences entre la crise actuelle et celle des années 1930 est qu'il n'y a pas, c'est très clair en France, de renforcement de la gauche (réformiste aussi bien que révolutionnaire) et du mouvement syndical. Comment vois-tu l'avenir au-delà des élections?

Une chose est certaine, il n'y a rien à attendre de ces élections, même pas le plus petit espoir d'un répit. Les vainqueurs potentiels sont clairement des adversaires: soit Fillon représentant d'une droite dure qui annonce la couleur, elle revient et ça va faire mal; soit Le Pen, chef d'une extrême droite anti-immigrés, anti-pauvres, évidemment dangereuse pour notre camp; soit Macron, ancien ministre de Hollande, partisan des politiques libérales. La campagne est détestable, squattée par des politiciens tous situés dans le camp des riches, aucune place n'est laissée à des représentants du côté des exploités, aux idées de la contestation du système.

Qu'en ressortira-t-il? Comment se traduira l'écœurement des milieux populaires, par beaucoup d'abstention, par une confirmation d'une évolution droitrière ou par une surprise du côté de la gauche radicale et notamment du côté de notre candidature ouvrière et anticapitaliste? Je ne sais pas. Si on est présents, ça peut changer des choses, en tout cas cela fera entendre nos propositions à une large échelle. Sauf que pour faire entendre une perspective de luttes sociales à ces élections, il nous faut obtenir les 500 parrainages. C'est une mission difficile d'autant plus que nous sommes grossièrement écartés des médias.

Mais il n'est pas question d'abandonner, pas question non plus d'envisager l'échec. Nous avons l'ambition de nous inviter au banquet des politiciens pour mener la bataille politique contre les idées réactionnaires, pour tenter de redonner confiance à notre camp. D'ores et déjà, quel que soit le futur président (ou présidente), notre perspective, c'est la riposte dans la rue, c'est un troisième tour social, c'est que le camp des opprimés reprenne l'offensive pour changer la situation sociale et la société. Au-delà, il faudra aussi reconstruire une perspective de changement de société, socialiste, et les instruments pour la rendre crédible à la masse des exploités. □

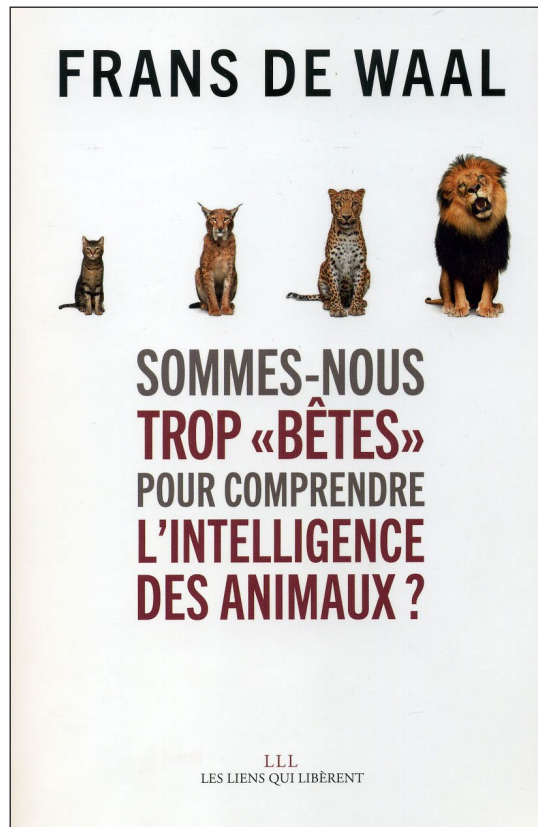
Une approche matérialiste de l'intelligence animale... et humaine

PAR DANIEL MINVIELLE

Frans de Waal, spécialiste de l'étude du comportement des animaux, nous invite à un voyage à la rencontre de nombre de ses collègues chercheurs et de la multitude d'espèces qu'ils étudient, de l'éléphant à la guêpe en passant par les dauphins, les pieuvres, les chauves-souris, les corvidés... et les humains. A la découverte, également, de «l'effervescence» qui a bousculé les sciences du comportement au cours des dernières décennies et dont il est, avec ces collègues, un des premiers responsables. «*Je vais piocher, parmi une multitude de découvertes, d'espèces et de scientifiques pour transmettre l'effervescence de ces vingt dernières années*», écrit-il.

Il nous fait ainsi mesurer les combats qu'il leur a fallu mener face aux spécialistes du comportement animal «en place», dont il définit ainsi les conservatismes anthropocentriques: «*Avant de nous demander si les animaux possèdent une certaine forme d'intelligence, en particulier une de celles dont nous sommes si fiers, nous devons surmonter une résistance interne pour en envisager simplement la possibilité. D'où la question centrale de ce livre: "Sommes nous trop bêtes pour comprendre l'intelligence des animaux?" La réponse brève est: "Non, mais qui l'eût cru?" Durant la majeure partie du siècle dernier, la science a été excessivement prudente et sceptique face à l'intelligence animale. Prêter aux animaux des émotions et des intentions était à nos yeux une absurdité, relevait de la naïveté populaire. Nous, les scientifiques, nous nous en gardions bien!*»

Ces scientifiques étaient alors divisés en deux écoles principales. Pour le béhaviorisme, surtout dominant aux USA et qui considère les animaux «comme des machines qui répondent à des stimuli pour obtenir une récompense ou éviter une punition», tout est une question d'apprentissage. Pour l'autre école, plutôt européenne, les animaux seraient «comme des robots génétiquement pourvus d'instincts utiles», tout est dans les gènes. Ces deux conceptions apparemment radica-



Frans de Waal, Sommes-nous trop «bêtes» pour comprendre l'intelligence des animaux?, 2016, éditions Les liens qui libèrent, 320 pages, 24 euros.

lement opposées ont cependant en commun de voir les mécanismes comportementaux des animaux comme fixés une fois pour toutes et laissent du même coup à l'espèce humaine le «privilege» d'une intelligence spécifique, seule capable d'avoir une volonté propre, d'anticiper le futur...

Frans de Waal y voit les restes plus ou moins inconscients du vieux dualisme religieux, qui s'obstine à chercher, au gré des avancées inexorables des sciences de la vie, où pourrait encore se nicher le «propre de l'Homme»... Prenant le contrepied de cette logique, il place en exergue de son livre cette phrase de Darwin, tirée de La filiation de l'homme (1871): «*Si considérable qu'elle soit, la différence entre l'esprit des hommes et celui des animaux les plus élevés n'est certainement qu'une différence de degré, pas d'espèce*». Et il nomme

«*cognition évolutive*» les conceptions théoriques issues d'une vingtaine d'années de recherche, d'«*effervescence*» au cours de laquelle lui et ses amis chercheurs ont réussi à imposer une autre vision des choses, dépassant les deux écoles pour placer à leur juste place, complémentaire, le rôle des gènes, «mémoire» de l'évolution, et celui de l'apprentissage, propre à chaque espèce et relevant également, de ce fait, de l'évolution.

Le terme «cognition» désigne l'ensemble des processus mentaux se rapportant à la connaissance: mémoire, langage, raisonnement, apprentissage, intelligence, résolution de problèmes, prise de décision... Autant d'objets sur lesquels portent les expérimentations décrites dans le livre et qui valident l'hypothèse selon laquelle la cognition est, comme l'anatomie, le produit de l'évolution de chaque espèce, de son adaptation, pour survivre, aux modifications de sa niche écologique. C'est pourquoi, écrit-il, «*la cognition évolutive est une définition parfaite pour notre discipline: seule la théorie de l'évolution peut expliquer simultanément la survie, l'écologie, l'anatomie et la cognition*». Et à ceux qui s'obstinent à rechercher où peut

bien encore se nicher «le propre de l'Homme», il répond: «*Au lieu de chercher une théorie générale qui couvre toute la cognition sur la planète [ce qui revient à établir une échelle de valeur au sommet de laquelle se trouve notre espèce...], elle [la cognition évolutive] considère chaque espèce comme un cas particulier*»...

En ces temps où le «relativisme» vis-à-vis des connaissances scientifiques fait des ravages, ce livre constitue un bain vivifiant. On y suit le travail de scientifiques déterminés, armés d'un solide matérialisme évolutionniste, les trésors d'imagination qu'ils déploient pour mener à bien leurs recherches et finir par imposer leurs thèses. Le tout à travers une multitude d'histoires de rencontres entre chercheurs et animaux, «intelligentes», pleines d'empathie et d'humour. □

Le *Big Data*, pour faire quoi ?

PAR HUBERT KRIVINE

La presse se fait de plus en plus l'écho du Big Data dans presque tous les domaines de l'activité humaine, depuis les prévisions des élections jusqu'aux ciblage commerciaux par Google, en passant par la recherche de nouveaux médicaments, les travaux de linguistique ou les objets connectés. Pour certains, Big Data évoque Big Brother tandis que pour d'autres, c'est une avancée positive de la connaissance. On trouve là le même dilemme que pour les OGM.

Précisons d'abord ce qu'on entend par *Big Data*. Ce n'est pas seulement le fait de disposer de bases de données gigantesques. Associées au «*deep learning*» (apprentissage profond) ou à l'intelligence artificielle, on assisterait là à la naissance d'une nouvelle genèse des connaissances.

[La corrélation remplace la causalité, et la science peut même avancer sans modèle cohérent, sans théorie unifiée voire sans aucune explication mécaniste du tout].

En d'autres termes, correctement analysées, le *Big Data* devrait abolir la vieille distinction entre corrélation et causalité

une cause, elle est simplement un marqueur de l'âge des écoliers !

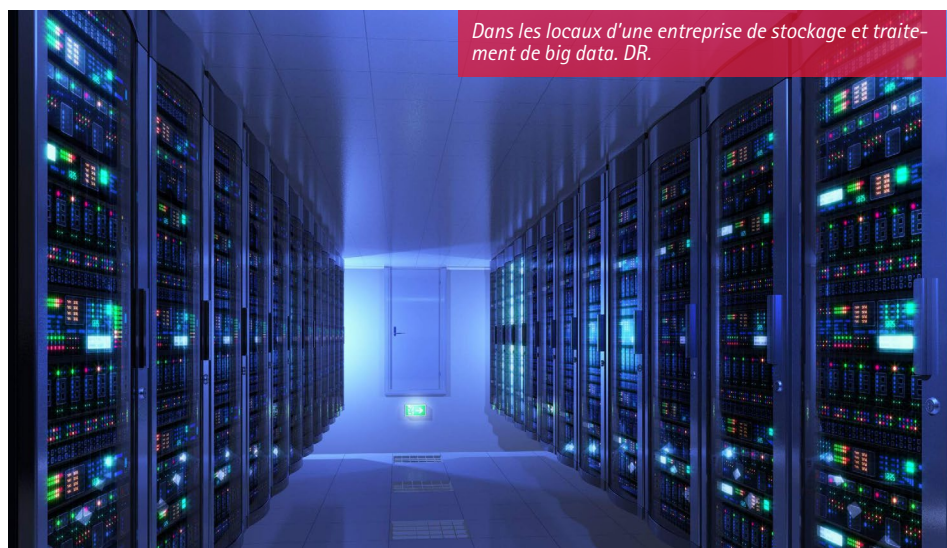
Ceci dit, plus sérieusement, il est vrai que la mise en évidence d'un très grand nombre de corrélations, rendue maintenant possible par le *Big Data*, même sans lien causal, peut avoir un fort pouvoir prédictif; quelquefois, il peut même être supérieur à celui de la causalité¹. Pour poursuivre la blague précédente: donnez-moi la taille des pieds d'un élève et je vous prévoirai en moyenne son niveau en mathématique. Après tout, pour agir, sans se perdre dans de vagues considérations métaphysiques tant prisées par certains intellectuels, n'est-ce pas suffisant ? La réponse est clairement: non !

AGIR SANS COMPRENDRE ?

Voici deux exemples tout aussi caricaturaux, mais tirés de la vraie vie, cette fois-ci.

- Une étude apparemment savante reproduite sans commentaire par le très sérieux *Quotidien du Médecin* du 9 janvier 2015 conclut que «*La consommation quotidienne par des collégiens de boissons énergisantes augmenterait de 66% le risque de développer des symptômes liés à un trouble de déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH), selon une étude parue aujourd'hui dans "Academic Pediatrics"*»².

Voilà qui n'est pas évident et il aura fallu une grosse base de données pour en arriver là ! Ces données sont incontestables, mais la vérité est que les gamins qui abusent du coca-cola sont statistiquement davantage issus de milieux pauvres. Que la réussite scolaire en dépende n'étonnera alors personne. Donc, pour améliorer la statistique des performances scolaires, rien de tel que de virer les pauvres des établissements³, mais



Dans les locaux d'une entreprise de stockage et traitement de big data. DR.

A-T-ON ENCORE BESOIN DE DÉMONSTRATIONS ?

Je commencerai ici par citer la position extrémiste et hélas populaire d'un Chris Anderson. Le titre de son papier (publié dans *Science*, 23/06/2008) est éloquent: *The End of Theory: The Data Deluge Makes the Scientific Method Obsolete* [La fin de la théorie: le déluge de données rend la méthode scientifique dépassée]. On y lit: «*With enough data, the numbers speak for themselves*» [Avec suffisamment de données, les nombres parlent d'eux-mêmes], et plus loin: «*Correlation supersedes causation, and science can advance even without coherent models, unified theories, or really any mechanistic explanation at all*»

à laquelle les scientifiques à l'ancienne restent attachés. La corrélation relie deux événements qui semblent évoluer systématiquement de pair et quand le premier précède le second, on peut penser qu'il en est à l'origine. La causalité suppose que l'un est la raison de l'autre. Les anciens résumaient ainsi cette confusion: *Post hoc, ergo propter hoc* [Après cela, donc à cause de cela].

On connaît la blague qui, partant de la corrélation étroite et bien avérée entre la taille des pieds des élèves et leur niveau en mathématique, en «*déduit*» que plus leurs pieds sont grands, meilleures sont leurs connaissances en mathématiques. Corrélation évidente, mais causalité ? Bien entendu, la taille des pieds n'est pas

certainement pas d'interdire les boissons énergisantes. Inversement, gagnons qu'introduire un distributeur de coca-cola au lycée Henri IV n'en fera pas baisser le niveau! La température est cause de l'indication du thermomètre et non l'inverse.

• Maintenant, avec certains économistes, il y a plus extravagant encore: contrairement aux syndicats qui prônent la réduction du temps de travail contre le chômage, les statistiques prouveraient que c'est dans les pays où les seniors continuent à travailler que le taux de chômage est le plus bas. Je cite: «*On pensait alors, bien naïvement, on peut même dire de façon assez paresseuse, qu'en se séparant des seniors, on ferait de la place aux jeunes générations. Alors qu'on le sait désormais, les pays qui ont le taux de chômage le plus faible, sont aussi ceux qui permettent le plus aux seniors de travailler.*» (Vincent Giret, du *Monde*, France Info, 1^{er} juin 2016).

Pourquoi ne rit-on pas de Vincent Giret comme on rit des blagues de Coluche qui affirmait que quand on est malade, il ne faut surtout pas aller à l'hôpital parce que la probabilité de mourir dans un lit d'hôpital est bien plus élevée que dans son lit à la maison? N'est-ce pas un bel exemple de «*corrélations remplaçant la causalité*» selon Anderson?

CE QUE LE **BIG DATA** N'EST PAS

Il faut encore préciser que si la découverte du boson de Higgs ou des ondes gravitationnelles n'a pu avoir lieu qu'en manipulant des millions, voire des milliards de données, ces découvertes sont «classiques»: on savait ce qu'on cherchait. Des milliers de scientifiques et techniciens, à l'aide de dizaines de millions de dollars, etc., ont dû imaginer des dispositifs diaboliquement astucieux pour mettre en évidence des effets extraordinairement faibles, disons imperceptibles, si on ne les cherchait pas là où la théorie les prévoyait.

C'est, par exemple, pour les ondes gravitationnelles, une variation de longueur de moins d'un milliardième de milliardième de mètre d'un bras d'interféromètre de 1 km. Aucun *Big Data* n'aurait pu le trouver. Même chose pour le neutrino prévu en 1930 par Pauli, particule neutre qui n'interagit pratiquement pas avec la matière et est donc très difficile à mettre en évidence (il faudra attendre

1956!) On voit mal comment le *Big Data*, aussi *big* soit-il, aurait permis ces découvertes sans guide théorique de recherche.

Plus généralement, les découvertes qui ont révolutionné la physique (et peut-être même aussi un peu la philosophie), à savoir la mécanique quantique et la relativité, n'ont rien à voir avec une accumulation forcée de data. Einstein a élaboré la relativité restreinte sur la base des contradictions logiques internes aux équations de Maxwell (celles qui régissent les courants électriques, les champs magnétiques et expliquent les ondes radio) et la relativité générale par les contradictions théoriques apparues au sein de la relativité restreinte. Les données – bien sûr indispensables à la vérification de la théorie – ne viendront qu'ensuite. Ce sont ces théories qui fourniront le point de départ à la fabrication de bien de *Big Data*, et non l'inverse⁴. En d'autres termes, la sérendipité, c'est-à-dire l'exploitation intelligente d'une découverte fortuite, n'est pas la règle générale des grandes innovations scientifiques.

LES LIMITES DU **BIG DATA**

Dans l'utilisation de *Big Data* il y a un principe d'induction, c'est-à-dire de prédiction du futur en fonction de la connaissance – très grande, certes – du passé. On peut donc douter de sa capacité à créer de l'inouï, comme une œuvre scientifique (ou artistique) révolutionnaire. La théorie fait bien mieux: elle a anticipé les ondes électromagnétiques (les ondes radio), le positron (un électron de charge positive), le neutrino, la relativité, les ondes gravitationnelles, le boson de Higgs, qui seront découverts ensuite parce qu'on les cherchait.

Contrairement à une idée répandue, les mathématiques sont autre chose qu'une façon de synthétiser un tableau de chiffres⁵. Une équation différentielle, par exemple, est un programme. Et ce programme est si riche que dans bien des cas, on ne finit pas de l'exploiter. C'est «*la déraisonnable efficacité des mathématiques*» de Wigner. Sujet passionnant qui a fait couler beaucoup d'encre et que nous n'aborderons pas.

«*Raw data is an oxymoron*» [La notion de données brutes est un oxymore], a écrit très justement Lisa Gitelman. A part peut-être la distribution en taille ou en poids des conscrits, les données peuvent être socialement biaisées – et pas nécessairement de façon volontaire. Il n'y a

qu'à voir les prévisions des élections américaines obtenues à coup de millions de dollars⁶; et même, sur une plus petite échelle, la prévision des élections françaises. Quand Chris Anderson écrit qu'«*avec suffisamment de données, les nombres parlent d'eux-mêmes*», tout est dans le «suffisamment». En fait, ici, le nombre adéquat de data n'a pu être fourni que par le dépouillement des élections elles-mêmes!

Enfin, la théorie du chaos déterministe (l'effet papillon) nous apprend que même avec une accumulation de données, aussi *big* soit-elle, certains phénomènes resteront imprédictibles au-delà d'un certain horizon. Si un battement d'ailes de papillon à Singapour peut provoquer une tornade en Californie du Nord, comment répertorier les battements d'ailes de tous les papillons, de tous les insectes, de tous les oiseaux, etc. ?

UN FUTUR À DÉCOUVRIR

Ces mises en garde partielles (nous n'avons même pas parlé de l'intrusion dans la vie privée) ne doivent pas faire oublier le potentiel de la révolution ouverte par les *Big Data*. Dans les domaines qui croulent sous le poids de données expérimentales ou observationnelles (comme la biologie, la quête de nouveaux médicaments, l'astronomie⁷, la linguistique, etc.), la recherche portant sur l'exploitation de *Big Data* est prometteuse. La découverte du Sida dans les années 1980 est déjà une première manifestation de son intérêt⁸.

Notons aussi que le scandale du Médiateur, révélé par la courageuse obstination du docteur Irène Frachon, qui a travaillé essentiellement sur des dossiers papier, a été le fruit du croisement de corrélations. Disposant de *Big Data*, elle aurait obtenu ses résultats beaucoup plus vite. Peut-être la démonstration la plus spectaculaire de l'efficacité de *Big Data* a-t-elle été la victoire du logiciel AlphaGo, en mars 2016, sur Lee Se-Dol, grand maître sud-coréen du jeu de go. Mais en même temps, peut-on dire qu'on a véritablement «compris»⁹ comment la machine a gagné?

En fait, nous sommes à l'aube de nouveaux développements; il est donc hasardeux de pronostiquer l'aide de *Big Data* à la création de théorie, donc de compréhension.

Terminons par quelques remarques sur les effets contradictoires que peut générer l'utilisation de *Big Data*.

L'aide au diagnostic médical est une

EN DIRECT

QG MANUEL VALLS

2

#Valls
2017

Les pourquoi du grand chamboule-tout

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

PRIMAIRE
2^e TOUR

RÉSULTATS : 41,25%

SUR 1 101 189 VOTANTS

B. HAMON : 58,65 % M

Valls le 29 janvier, au soir de sa défaite des primaires. Capture d'écran Photothèque rouge/Milo.

Hollande contraint de renoncer, Sarkozy puis Juppé éjectés de la primaire de droite, Valls lessivé par Hamon... Quatre présidents ou premiers ministres jetés à bas à quelques semaines d'intervalle et le cinquième, Fillon, qui se trouve désormais en grand péril. Comment expliquer cette hécatombe ? « Besoin de renouvellement », envie de « sortir les sortants », entend-on souvent. Mais les raisons sont autrement plus profondes.

L'incapacité des gouvernants et ex-gouvernants à conserver une base sociale suffisamment large et durable renvoie d'abord à la crise du système dont ils sont les administrateurs. La mondialisation néolibérale, mode de fonctionnement et domination mis en place par les grands capitalistes au début des années 1980, a assuré la stabilité des conditions d'exploitation pendant près de 25 ans. Mais depuis la grande récession de 2007-2008, alors que les inégalités s'accroissent de façon vertigineuse, la machine économique reste grippée.

L'insuffisance des profits au regard des capitaux engagés signifie qu'il y a moins à distribuer aux secteurs de la population, principaux soutiens des gouvernements de droite comme de gauche, qui avaient pu bénéficier à la marge des « retombées de la croissance ». C'est aussi une pression accrue, souvent à la limite du tolérable, sur les salaires, les conditions de travail et de vie des classes populaires. C'est enfin un frein à l'investissement qui

conduit à la stagnation économique, à son tour propice au développement des aventures spéculatives qui peuvent rapporter gros mais, on l'a vu avec les subprimes, représentent un danger pour le système dans son ensemble.

La conséquence logique, inévitable, est une montée des mécontentements de tout type qui, dans une situation de désarroi et perte de repères idéologiques et politiques, peuvent prendre toute sorte d'expressions politiques, y compris les plus inattendues et baroques (Trump !)

Le phénomène est international : David Cameron au Royaume-Uni, Matteo Renzi en Italie ont fait tout récemment les frais de réactions similaires à celles que l'on observe en France. A sa manière aussi, Hillary Clinton qui était la représentante du grand capital et de l'establishment dans la dernière élection américaine. Parmi les dirigeants des principaux Etats occidentaux, seule Angela Merkel a jusqu'à présent échappé à cette règle, parce que son gouvernement s'appuie sur la puissance de l'industrie nationale et la position dominante de l'Allemagne au sein de l'Union européenne ; encore faut-il souligner qu'il s'agit d'un gouvernement d'union nationale, avec les sociaux-démocrates en position de partenaires juniors.

Dans notre pays, un second et puissant facteur entre cependant en ligne de compte : le réveil du mouvement social, exprimé lors de la mobilisation contre la loi Travail. Certes, il n'a pas été assez

puissant pour imposer le retrait de la loi. Mais outre d'avoir constitué une grande expérience de lutte pour des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes, qui pour la plupart n'en sont pas ressortis démoralisés, son effet le plus immédiat et direct a été une rupture de masse, par la gauche, avec le Parti socialiste et son gouvernement. D'où la renonciation contrainte de Hollande, puis la sèche défaite de Valls.

Mais pas que. La soudaine fragilisation de Fillon, auquel les portes de l'Élysée paraissent grand ouvertes, a en fait commencé dès qu'ont été diffusées un peu largement ses positions sur la Sécurité sociale, qu'il entend ou entendait démanteler. Le Penelopegate n'est venu qu'aggraver – certes assez sérieusement – la situation. Parce que le candidat LR avait fait un argument central de sa supposée moralité, mais aussi parce ces pratiques, non inhabituelles dans le personnel politique de la V^e République, deviennent intolérables quand lui-même appelle une grande majorité de la population (y compris nombre de ses partisans) à consentir des « sacrifices », le retour de bâton est brutal.

La situation est complexe et mouvante, les vents contraires sont présents. Mais on le voit bien, des bases existent aussi pour aider les travailleurs et la jeunesse à trouver une voie indépendante, en rupture avec l'austérité néolibérale et en opposition aux populismes de tout type, sans tomber dans les pièges des nouvelles tentatives réformistes. □